

Revue de la
**POLITIQUE
MONDIALE**

PREMIERE ANNEE, NUMERO 2 ★ BELGRADE, LE 20 JUIN 1950

000

LE PROBLEME DE LA PAIX

LA GUERRE FROIDE ET LA VOIE DE LA PAIX
par Konni Zilliacus

LES MOBILES D'UNE POLITIQUE D'AGRESSION
par D. Blagóyevitch

DE L'ONU

LA SESSION A GENEVE DE LA
C E E ET LES VOIES DE LA CO-
OPERATION INTERNATIONALE . . . J. Levy

LA QUESTION DE LA PROPAGANDE
DANS LA GUERRE FROIDE A LA
CONFERENCE DE MONTEVIDEO . . . S. Dedier

DEUX RESULTATS POSITIFS DE
LA SIXIEME SESSION DE LA
COMMISSION SOCIALE DES NATIONS-UNIES . . . G. D. Vlahov

NOS COMMENTAIRES

UNE BASE INACCEPTABLE DE NEGOCIATIONS
PROPOSITION D'ACTIVISATION DE L'ONU
BONNE AFFAIRE POUR L'INITIATEUR D'UN BOYCOTTAGE

EDITEURS: DOUCHAN TIMOTIEVITCH ET ZDRAVKO PETCHAR

Revue de la POLITIQUE MONDIALE

LA REVUE A LE CARACTERE D' UNE
TRIBUNE LIBRE ET PUBLIE LES
CONSIDERATIONS DES AUTEURS YOU-
GOSLAVES ET ETRANGERS SUR LES
DIVERSES QUESTIONS DE POLITIQUE
INTERNATIONALE

LA REVUE PARAÎT DEUX FOIS PAR
MOIS — ABONNEMENT ANNUEL 800
FRANCS FRANÇAIS — LES ABONNE-
MENTS SONT REÇUS PAR L'UNION
DES JOURNALISTES, BELGRADE, TE-
RAZIJE 31 — COMPTE-COURANT: BAN-
QUE NATIONALE FNRJ N° 103-906033

EDITEUR:
L'UNION DES JOURNALISTES
DE YOUGOSLAVIE

DIRECTEURS:
DOUSCHAN TIMOTIEVITCH
et
ZDRAVKO PETCHAR

REDACTION ET ADMINISTRATION,
TERAZIJE 31 BELGRADE

SOMMAIRE:

Nos commentaires	
UNE BASE INACCEPTABLE DE NEGOCIATIONS	1
UNE PROPOSITION D'ACTIVI- SATION DE L'ONU	Z. P.
LES ASPECTS DU GENOCIDE DANS LE MONDE ACTUEL	Z. P.
COINCIDENCE DE DEUX POLITI- QUES CONTRE LA DEMOCRA- TISATION DU JAPON	M. D.
UNE NOUVELLE DEFAITE DU PC DE L'ALLEMAGNE OCCI- DENTALE	M. D.
LE PETROLE A PRIX REDUIT UNE BONNE AFFAIRE POUR L'INITIATEUR D'UN BOYCOT- TAGE	6
Le problème de la paix LA GUERRE FROIDE ET LA VOIE DE LA PAIX	Konni Zilliacus
LES MOBILES D'UNE POLITIQUE D'AGRESSION	D. Blagoyevitch
De l'ONU LA SESSION A GENEVE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE ET LES VOIES DE LA COOPERATION INTER- NATIONALE	J. Levy
LA QUESTION DE LA PROPAGAN- DE DANS LA GUERRE FROIDE A LA CONFERENCE DE MONTEVIDEO	S. Dedier
DEUX RESULTATS POSITIFS DE LA SIXIEME SESSION DE LA COMMISSION SOCIALE DES NATION- S-UNIES	G. D. Vlahov
PROJET DE PACTE SUR LES DROITS DE L'HOMME	B. Yevremovitch
L'ACTION DE L'ONU POUR L'AI- DE AUX PAYS FAIBLEMENT DEVELOPPES	17
LA SESSION DE L'UNESCO A FLORENCE	R. P.

Collaborateurs:

Le publiciste britannique Konni Zilliacus appar-
tient au nombre des politiciens d'Occident qui luttent
sincèrement pour la paix et la coopération interna-
tionale. Représentant la tendance d'extrême-gauche
au sein du parti travailliste, qualifié en son temps par
la presse soviétique d'homme politique britannique en
vue qui demande que des rapports amicaux soient ins-
taurés et développés entre la Grande-Bretagne et
l'Union soviétique, Zilliacus visita, en octobre 1947,
l'URSS et fut reçu par le généralissime Staline. Pour
cette raison, et aussi à cause de son attitude générale
progressiste, il fut exposé, et il l'est toujours, aux at-
taques violentes de la presse réactionnaire et des po-
liticiens de l'Occident. Son point de vue indépendant
a amené les dirigeants du parti travailliste de Grande-
Bretagne à l'exclure, en mai 1949, du parti qu'il repré-
sentait aux Communes jusqu'aux élections du prin-
temps dernier. Zilliacus devait être bientôt attaqué
d'un autre côté, du côté du Cominform. A la suite de
sa visite à la Yougoslavie, au cours de l'été 1949, la
presse de l'Europe orientale, qui jusque-là avait publié
régulièrement ses articles et ses déclarations, cessa de
le faire et se mit à l'attaquer et à le calomnier, le
traitant de trotskyste et de fasciste. En décembre
dernier, Zilliacus quitta le comité britannique des Par-
tiens de la Paix, car le conseil exécutif du comité
avait adopté une attitude incorrecte et contradictoire
dans la lutte pour la paix, s'élevant, d'une part, contre
la guerre froide anticomuniste et antisoviétique que
mènent les Anglo-Saxons, et soutenant, de l'autre, la
guerre froide soviéto-cominformiste qui est menée
contre la Yougoslavie. Zilliacus agit aujourd'hui acti-
vement sur le terrain politique, contribuant à l'acti-
vation des masses populaires des pays occidentaux
dans la lutte pour la paix et s'employant à leur faire
connaître la vérité sur la Yougoslavie nouvelle.

Gustav Vlahov, président du Comité de la Prévo-
yance sociale près le gouvernement de la RFPY et
délégué yougoslave à la commission sociale de l'ONU.

Yakov Levi rédacteur au journal «Borba».

Leo Gerskovitch, vice-président du Conseil de la
législation près le gouvernement de la RFPY, gérant
responsable de la revue «L'Etat populaire», chargé de
cours d'Histoire du pouvoir populaire à la Faculté de
droit de l'Université de Belgrade.

Stevan Dedier, secrétaire de l'Union des journa-
listes yougoslaves; a pris part comme spécialiste aux
travaux de la sous-commission de l'ONU pour la
liberté de l'information et de la presse à la conférence
de Montevideo.

Branja Yevremovitch, vice-président du Conseil de
la législation près le gouvernement de la RFPY et dé-
légué yougoslave à la Commission des Droits
de l'homme.

Douchan Blagoyevitch, rédacteur en chef-adjoint
du journal «Borba».

Autres rédacteurs: le collège de la rédaction et les
membres de l'Union des journalistes yougoslaves.

A travers le brouillard de la propagande DE QUI DEPEND L'IMPORTAN- CE ET LE ROLE DE LA SCIENCE D'UN PAYS	D. T.	18
LA VIE DANS LA YOUGOSLAVIE SOCIALISTE		20
Notes de notre reporter parle- mentaire UNE ENQUETE SUR LES ACTES DISCRIMINATOIRES A L'EGARD DE LA YOUGOSLAVIE EN TCHÉ- COSLOVAQUIE ET EN ALBANIE	B. Novak	24
Lettres à la rédaction A PROPOS DU COMMENTAIRE RELATIF AU PLAN SCHUMAN.	Vinko Vinterhalter	27
LE CHAUVINISME GRAND-RUS- SE ET LES RACINES DU LENTI- NISME	Tocho Popovski	28

Revue de la POLITIQUE MONDIALE

NOS COMMENTAIRES

UNE BASE INACCEPTABLE DE NEGOCIATIONS

APRES la réponse des trois puissances occidentales à la note soviétique relative à Trieste, il ne faut pas s'attendre à une rapide clarification de la situation autour de cette question. La réaffirmation de la déclaration tripartite de mars 1948 ne peut ne pas encourager les milieux italiens qui ne désirent point la réalisation d'un accord entre la Yougoslavie et l'Italie.

La nécessité qui est en même temps soulignée de voir le litige réglé par voie de négociations directes ne saurait rien changer à cela. L'opinion publique en Yougoslavie a déjà attiré l'attention sur le fait que la proposition simultanée de négociations et d'un règlement qui coïncide avec les ambitions de l'un des partenaires ne signifie au fond rien d'autre qu'un appui donné à celui-ci.

En d'autres termes, des négociations effectives ne peuvent s'engager entre Belgrade et Rome qu'à la condition que l'on parte de faits concrets et non pas de recettes toutes faites composées pour des raisons et dans des circonstances qui n'ont rien de commun avec la situation qui règne dans la région frontalière entre la Yougoslavie et l'Italie. Il serait extrêmement naïf de penser que par cette note, la Yougoslavie s'estimera davantage liée qu'elle ne s'est estimée par la déclaration pré-électorale de mars 1948. Dans l'un et l'autre des deux cas, on propose un règlement au détriment de la Yougoslavie, et, dans les deux cas, dans le cadre d'une action diplomatique qui est menée sans consulter la Yougoslavie.

En outre, la tactique du gouvernement italien, qui exprime officiellement sa satisfaction de cette première note, a rendu extrêmement difficile l'ouverture de pourparlers. En prenant la déclaration tripartite pour point de départ, le Gouvernement italien a non seulement émis des prétentions entièrement déraisonnables sur la zone yougoslave du Territoire libre de Trieste, mais il a inspiré et alimenté une campagne tellement offensante pour la Yougoslavie et pour les pouvoirs yougoslaves que cela a créé une atmosphère qui ne permettait même pas de penser à des négociations. Le déchaînement de cette campagne en Italie et ses échos dans le monde entier ont contribué dans une grande mesure à confirmer la Yougoslavie dans sa conviction que le Gouvernement italien ne désire nullement un accord. Il n'est donc pas surprenant que tout acte qui part de la déclaration tripartite rencontre fatalement le même accueil en Yougoslavie, car les Yougoslaves, pas plus que les autres peuples libres, n'aiment point qu'on leur ordonne ce qu'il doivent adopter comme équitable.

Or, ces derniers temps (précisément au cours des huit semaines durant lesquelles s'élaborait la réponse à la note soviétique), des aspects nouveaux de la tactique italienne sont apparus. L'Italie a refusé de signer l'accord déjà réalisé relatif au paiement de la première tranche des réparations, bien que cet accord soit très favorable à l'Italie, du fait des biens nationalisés des ressortissants italiens et des biens des optants italiens.

D'après ce qu'on apprend par les milieux officiels de Belgrade, cela a été fait en vue d'utiliser la signature de cet acte déjà tout fait comme un moyen de pression dans des négociations éventuelles autour de Trieste. Il semble que des sondages aient déjà été effectués en ce sens par la voie diplomatique.

Dans une telle situation, l'apparition de la note des trois puissances occidentales ne saurait être interprétée autrement que comme une carte de plus glissée au Gouvernement italien, afin qu'il puisse poursuivre sa tactique qui vise à extorquer des concessions. Mais la réaffirmation de la déclaration tripartite dans la note des puissances occidentales ne saurait, en dernière analyse, être d'aucun secours à l'Italie non plus, car ce qui lui a manqué, ce ne sont pas les moyens de faire pression, mais bien la moindre perspective de réussite de cette pression, c'est-à-dire de fléchissement de la part de la Yougoslavie. L'accueil que la note a rencontré à Belgrade montre que cette carte sera tout aussi vaine que les précédentes.

Une proposition d'activation de l' NU

DIRE du mémorandum de Trygve Lie que c'est une « suite de lieux communs » — comme l'ont fait, dès que ce mémorandum fut publié, certains journaux américains, — est presque identique aux coups de feu tirés d'une embuscade contre un parlementaire qui n'a pas encore pu

NOS COMMENTAIRES

remettre sa proposition de cesser le feu. Cependant, de telles conceptions ne sont ni partagées ni désirées par la grande majorité des gens dans le monde, qui sentent de plus en plus la nécessité de faire cesser la «guerre froide». Mettre fin à cette «guerre froide», trouver une plate-forme utile à la coopération entre les Etats-Unis et l'URSS et faire trêve des menaces quotidiennes et de la course aux armements, serait sans contredit une grande contribution positive à la cause de la paix. C'est pourquoi le mémorandum de Trygve Lie — adressé aux nations-membres de l'ONU — jouit du soutien des éléments démocratiques et pacifistes du monde, qui sont conscients qu'il constitue une contribution au règlement pacifique des questions internationales actuelles.

La voie de la guerre froide dans laquelle se sont engagées les grandes puissances, celle de la passivisation de l'ONU (non-règlement de la question de la représentation chinoise) amèneraient dans le plus bref délai une nouvelle aggravation de la situation internationale, la dissolution des Nations-Unies ou bien leur transformation en un instrument de la politique d'un groupe d'Etats. Or, cela signifierait priver les peuples d'une organisation utile qui fut mise sur pied grâce aux efforts faits en commun au cours de la dernière guerre mondiale. L'action de Trygve Lie en vue de l'activation de l'ONU, ses dix points, essentiels selon sa conception, pour l'élaboration d'un programme de vingt ans en vue de la «réalisation de la paix à travers l'Organisation des Nations-Unies», portera ses fruits si l'action qui devrait faire suite à ses propositions est sincère, et si l'on ne permet pas que l'un des blocs la transforme en un moyen de propagande pour poursuivre la guerre froide.

On peut à bon droit reprocher à Trygve Lie d'avoir limité son voyage aux grandes capitales et de ne pas avoir jugé utile de passer dans la capitale d'un des petits peuples pour connaître ses vues sur la paix du monde. Lorsque M. Trygve Lie dit que «tous les peuples désirent la paix pour laquelle il travaille», cela est certainement vrai. Mais cette aspiration à la paix comprend aussi le désir des petits peuples de voir assurer

une paix indivisible, tant pour les grands peuples que pour les petits. Ces derniers savent bien, par leur histoire, que les grandes puissances se sont souvent entendues sur la paix au détriment des petits peuples, et que de tels accords ont provoqué de nouveaux conflits. Il est certain que seules les grandes puissances peuvent provoquer une nouvelle effusion de sang mondiale, mais il est de même évident qu'il ne peut y avoir de paix et de concorde entre les peuples s'il n'y a pas de moyens pacifiques de régler les problèmes en suspens entre les grandes et les petites nations. Ce n'est que de cette façon qu'on peut trouver une solution positive à la question de la paix et de la cessation de la guerre froide.

Dans son intervention à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale yougoslave, au sujet de la proposition de M. Trygve Lie, et estimant qu'elle constituait une contribution positive à la cause de la paix, le ministre yougoslave des affaires étrangères, Edvard Kardelj, a déclaré:

«La paix entre les grandes puissances doit se faire sur la base de la paix générale dans le monde, sur la base de la paix indivisible; c'est-à-dire d'une paix qui ne serait pas le résultat d'une transaction des grandes puissances autour du partage des sphères d'intérêts, autour du partage du monde, ou autre chose de ce genre. La paix doit être indivisible si nous ne voulons pas que le monde se transforme en quelques prisons des peuples.» Z. P.

Les aspects du génocide dans le monde actuel

La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de Yougoslavie a demandé, ces jours-ci, la ratification par cette Assemblée de la convention relative à la répression et à la punition du génocide. Malgré toutes ses lacunes, dont la plus importante est qu'elle n'englobe point le génocide culturel par exemple, cette convention constitue une des œuvres les plus positives de l'Organisation des Nations-Unies en même temps qu'un acte international progressiste, né précisément de la collaboration des grands

et des petits peuples dans le cadre de l'ONU. Le développement historique a montré que le génocide, qui s'est constamment manifesté jusqu'ici — par l'extermination totale de certains peuples — comme le crime le plus grave contre l'humanité, ne saurait être considéré comme l'affaire intérieure d'un peuple donné, mais bien comme un crime qui ne peut être réprimé que par la collaboration internationale. Ce fait a été amplement confirmé par l'expérience de la seconde guerre mondiale, les crimes fascistes et racistes commis en masse par le soi-disant «Herrenvolk» allemand, qui, ont été justement la raison immédiate de l'élaboration de la convention (bien que celle-ci ne le dise pas expressément).

Le génocide continue-t-il à sévir aujourd'hui? Tout d'abord, il continue de sévir dans les pays coloniaux et les pays dépendants, car, ayant adopté la convention pour leur territoire métropolitain, les puissances coloniales n'en ont pas reconnu l'application aux territoires qu'elles administrent, et cela, bien que l'Assemblée générale l'ait recommandé dans une résolution spéciale. On continue, par exemple, à faire la guerre en Malaisie — Strachey vient d'annoncer «l'offensive finale» — l'extermination du peuple de l'Indo-Chine par les forces impériales françaises se poursuit avec le plein appui des Etats-Unis.

Le génocide culturel (non prévu par la convention) qui comprend, entre autre, des actions calculées en vue de la destruction des conquêtes culturelles et des coutumes d'un groupe humain déterminé et même, par suite, ce groupe à son extermination se manifeste, par exemple, aux frontières de la Yougoslavie: la minorité nationale yougoslave est privée de ses droits fondamentaux dans les pays voisins, les Yougoslaves sont considérés dans ces pays comme des citoyens de seconde catégorie et sont, de plus, soumis à une dénationalisation systématique. C'est pour les besoins de cette cause qu'on a mis sur pied en Hongrie une théorie «néo-marxiste» spéciale: «à quoi bon rendre à leur nationalité des minorités qui sont déjà magyarisées, alors que demain verra le socialisme, c'est-à-dire une société qui procédera à la liquidation des nationalités». Un génocide qui generis

NOS COMMENTAIRES

existe, par exemple, en Bulgarie où l'on dénie son droit national à la nationalité macédonienne et où l'on persécute inexorablement les Macédoniens qui demandent la reconnaissance de leur nationalité, ainsi qu'en URSS où l'on retient de force — afin de les dénationaliser — les enfants yougoslaves qui avaient été envoyés en URSS pour y faire leurs études.

L'interdiction du transfert des populations, aussi bien à l'intérieur d'un seul pays que d'un pays dans un autre, n'est pas prévue par la convention, et cela constitue indubitablement une grave lacune. C'est un fait caractéristique que les puissances coloniales et l'URSS se sont trouvées dans la même ligne lorsqu'il s'est agi de limiter les stipulations de la convention et de définir le crime de génocide lui-même. Les représentants de l'Union soviétique se sont opposés à ce que le transfert de peuples tout entiers soit qualifié de génocide. Ils ont essayé de justifier leur point de vue par la « bonne intention » qu'aurait leur Gouvernement de trouver à « des peuples qui se sont égarés » (des peuples qui ont, dans un passé lointain, « mal choisi leur habitat ») des conditions d'existence meilleures. Cette argumentation devait servir à légitimer les mesures prises en URSS à la fin de la guerre : suppression de la république autonome de Crimée, de celles des Tchétchènes et des Kalmouks, et du territoire autonome de Karačajevsk.

Quel que soit le succès qu'ont obtenu les grandes puissances (toutes sans distinction) par leur attitude visant à amoindrir la portée de la Convention, celle-ci n'en est pas moins d'une importance particulière pour l'élévation du niveau des consciences parmi les larges masses populaires du monde et elle n'en constitue pas moins une aide aux petits peuples dans leur lutte pour l'existence. En adoptant cette Convention, les Nations-Unies ont pris la voie qui aboutira, grâce à la collaboration internationale, à la répression efficace du crime de génocide, ce moyen séculaire d'extermination massive des petits peuples.

Z. P.

Coincidence de deux politiques contre la démocratisation du Japon

L'ACTION de MacArthur, commandant des forces d'occupation américaines au Japon et les mesures correspondantes du Gouvernement japonais contre le Parti communiste du Japon, fixent l'attention générale de l'opinion publique mondiale et de tous les milieux intéressés à la démocratisation de ce pays. Le général Mac Arthur a ordonné au début de juin, au Gouvernement nippon, de mettre hors la loi 24 membres du Comité central du PC japonais. Il a interdit en même temps à tous les journaux du pays de publier des déclarations et articles de ces dirigeants. Puis les autorités japonaises ont décerné un mandat d'arrêt contre six hauts fonctionnaires du Parti et décrété la révocation de 41 fonctionnaires d'Etat, membres du Parti. Huit autres communistes ont été condamnés à des peines de cinq à dix ans de réclusion pour « opposition » à l'occupation alliée du Japon. En somme, toute cette campagne n'a qu'un but : interdire le Parti communiste japonais et le rejeter dans l'illégalité.

Cette action de Mac Arthur ne doit pas être considérée en dehors des rapports interralliés et de leur politique indéniable à l'égard des forces démocratiques du Japon.

Les autorités d'occupation américaines désirent étouffer le mouvement progressiste au Japon, afin de pouvoir mieux subordonner l'économie de ce pays aux intérêts de leurs trusts et de leurs compagnies, et renforcer en même temps leurs positions stratégiques dans ce pays. L'URSS, de son côté, tend à subordonner le Parti communiste japonais à ses propres intérêts, sans égard aux conditions spécifiques qui règnent dans le pays et à la position du Parti qui doit mener la lutte sur deux fronts : contre la réaction dans le pays et contre celle de l'étranger. Aux fins d'assujétir le PC japonais, l'URSS a organisé, l'hiver dernier, par l'intermédiaire de son organe officieux, la feuille du Cominform « Pour une paix durable », une attaque contre Nosaka, membre du Bureau politique du Comité central du PC japonais, qui vient d'être mis hors la loi

sur l'ordre de Mac Arthur. Cette attaque, et toute une série d'autres manœuvres ayant pour but l'assujétissement du PC japonais par l'Union Soviétique, ont servi d'argument aux autorités d'occupation pour traiter le Parti communiste du Japon on agence d'une puissance étrangère. L'URSS a ainsi rendu service aux occupants américains et à leurs intérêts particuliers au Japon, en leur offrant la possibilité de mener, sous le couvert d'une lutte contre l'immixtion d'une puissance étrangère dans la vie politique du Japon, la lutte contre la démocratisation du Japon, contre ses forces progressistes et les intérêts vitaux du peuple nippon.

M. D.

Une nouvelle défaite du PC de l'Allemagne occidentale

LA NOUVELLE des résultats des élections pour le Landtag de la province Rhénano-Westphalienne (région de la Ruhr) qui nous est parvenue à la clôture de la rédaction de ce numéro, est la meilleure confirmation et un complément à notre article « Le sort des partis communistes sous la férule du Cominform », qui paraît dans le présent numéro. Le Parti communiste de l'Allemagne occidentale n'a obtenu à ces élections que 338.000 voix, ou 5,4%, c'est-à-dire 175.000 voix de moins qu'aux élections de l'année dernière pour l'assemblée fédérale, où il enregistra 512.225 suffrages ou 7,6% du total des voix. Le PC a perdu 16 mandats à ces élections.

Joseph Schappe, ancien rédacteur en chef du journal du parti « Das freie Volk » et Georg Fischer, ancien membre du secrétariat du PC bavarois, de même que d'autres anciens responsables du PC de l'Allemagne occidentale, — qui ont été exclus du Parti pour s'être opposés à la soumission aveugle de la direction du PC à la politique étrangère du gouvernement soviétique, — ont publié, après les élections, une déclaration constatant « que les masses ouvrières se rendent compte que les dirigeants du PC dépendent totalement des conceptions soviétiques en matière de politique étrangère, et que, pour cette raison, elles se refusent à les suivre ».

M. D.

NOS COMMENTAIRES

Le pétrole à prix réduit

AU début de cette année, une équipe de géologues tchèques et slovaques a découvert de très riches gisements de gaz naturel et de pétrole dans l'arrondissement de Malački en Slovaquie. Dès les premières prospections, superficielles, on put constater que depuis les dernières maisons des faubourgs de la ville de Malački, et jusqu'à la frontière autrichienne, on se trouvait en présence de riches champs pétrolifères. Le gouvernement de Prague en fut immédiatement informé. Or, le gouvernement tchécoslovaque ne disposant pas d'un nombre suffisant d'ingénieurs spécialisés et de l'équipement nécessaire pour entreprendre des prospections plus minutieuses, et mettre éventuellement en oeuvre une exploitation du pétrole et du gaz naturel, il s'adressa au gouvernement soviétique en lui demandant de mettre d'urgence à sa disposition des spécialistes et l'équipement nécessaire.

La réponse arriva rapidement. Vers la fin du mois de février arriva en Tchécoslovaquie une équipe de géologues et d'ingénieurs des champs de pétrole de Cisterdorf, dans la zone Est de l'Autriche, champs exploités par l'Union soviétique. Cette équipe procéda rapidement aux prospections premières, puis tout simplement, elle informa les ingénieurs tchèques qu'ils pouvaient rentrer chez eux et se mit à construire ses propres baraques. Quelques jours plus tard les représentants soviétiques firent connaître officiellement à Prague que les gisements nouvellement découverts « n'étaient en réalité que des ramifications des gisements pétrolifères de Cisterdorf et que, ces derniers étant la propriété de l'Union soviétique, celle-ci était seule fondée à exploiter les nouveaux puits. »

L'équipe soviétique de Malački demanda ensuite à la Chambre de Travail locale, et obtint immédiatement, 600 ouvriers afin de pouvoir procéder aux préparatifs d'exploitation industrielle des gisements découverts. Les représentants tchèques tentèrent d'arranger l'affaire par des pourparlers, mais sans succès. Sur les champs autour de Malački on commença à édifier les charpentes

des puits et les forages se multiplièrent. Sur de nouvelles interventions des autorités tchécoslovaques, les représentants soviétiques de la « Commission économique de l'URSS à Prague » proposèrent que la question de ces gisements pétrolifères soit réglée d'un « commun accord. » On y arriva sans peine : la direction soviétique du pétrole se déclara prête à vendre à la Tchécoslovaquie une partie du naphte obtenu à des prix réduits !

Sur la base de cet accord, les ouvriers tchèques et slovaques tirent à présent dans les environs de la ville de Malački, en République tchécoslovaque, du naphte que l'Union soviétique — vendra à la Tchécoslovaquie à des prix réduits !

Une bonne affaire pour l'initiateur d'un boycottage

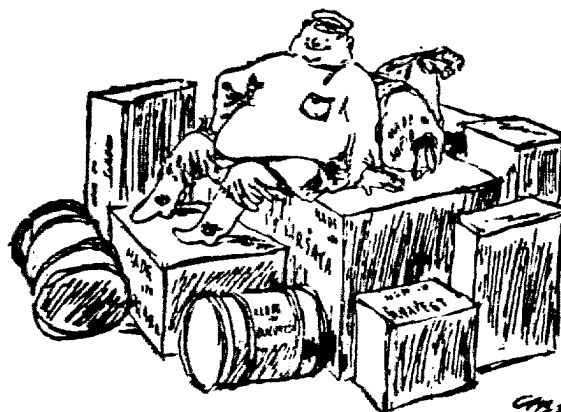
Au cours de l'année 1950, l'un après l'autre, les Etats danubiens du groupe cominformiste, la Bulgarie d'abord, puis aussitôt après, la Roumanie, suivie de la Hongrie, et enfin la Tchécoslovaquie, ont fermé les Agences de la navigation fluviale yougoslave sur leurs territoires respectifs, et ont rappelé leurs agents de la navigation fluviale qui étaient

en fonctions dans la RFP de Yougoslavie. Le seul pays de ce clan qui n'ait pas suivi cette voie, c'est l'URSS. L'Union Soviétique tolère les Agences de la navigation fluviale yougoslave dans sa zone d'Autriche et conserve ses Agences de navigation en Yougoslavie.

Quel est le résultat de cette politique? Détenant le monopole effectif, du fait qu'elle est la seule, l'Agence de navigation soviétique est devenue dans les eaux yougoslaves l'agent exclusif de la navigation de tous les pays du Cominform, et ainsi, tout en bénéficiant, comme agent, d'une provision de monopole elle dirige tous les vaisseaux du Cominform durant leur navigation sur un tiers du Danube.

Il est clair que la politique danubienne de l'URSS était systématiquement calculée. Après avoir pris sous son contrôle la navigation fluviale dans chacun de ces pays, sous la forme de sociétés mixtes, l'URSS a pris sous son commandement exclusif tout leur trafic dans le Danube moyen, car la disponibilité des bateaux dépend des agents de la navigation. Mais dans la partie yougoslave du Danube — c'est l'Agence soviétique qui a la haute main exclusive sur la navigation des bateaux de tous les pays cominformistes.

LA PRIORITE



— NOUS AVONS TOUT DE MEME INVENTE LES PREMIERS L'AIDE TECHNIQUE (Jez — Belgrade)

LE PROBLEME DE LA PAIX

LA GUERRE FROIDE ET LA VOIE DE LA PAIX

par Konni ZILLIACUS

« A guerre froide », c'est en partie la nouvelle dénomination d'une ancienne manifestation. Elle signifie le retour à la politique traditionnelle de l'équilibre des forces et de la course aux armements.

Dans le Pacte Atlantique, les puissances occidentales ont fondé leur politique extérieure et défensive sur l'hypothèse que l'Union Soviétique est agressive, qu'avec ce pays elles ne peuvent mener des pourparlers qu'en employant la menace de la force. Elles sont convaincues qu'elles ne pourront arriver à s'entendre qu'en usant de moyens d'intimidation à l'égard de l'URSS, et en faisant la démonstration de la supériorité de la puissance armée pour l'amener à céder. A cet effet, elles tendent tous leurs nerfs et s'évertuent jusqu'à l'épuisement à accumuler plus d'armements que le bloc soviétique n'est en mesure de le faire, tout en refusant en même temps de faire une sérieuse tentative pour aboutir à un accord.

Pour le moment il en est malheureusement ainsi. Mais la guerre froide n'est pas seulement le retour à la politique catastrophique et discréditée de l'équilibre des forces. La dernière guerre a été aussi une révolution. La guerre froide, c'est la contre-révolution. Le ministre des Etats-Unis, Dean Acheson, demandant « la guerre froide permanente », est devenu le Trotsky de la contre-révolution.

Trotsky demandait la révolution permanente, parce qu'il croyait que la Russie était un pays si arriéré qu'elle ne pourrait réussir à édifier le socialisme, pour autant que les pays plus avancés ne deviennent eux aussi socialistes. Mr. Acheson demande la guerre froide permanente parce que le capitalisme américain croit ne pas pouvoir se maintenir sans grands préparatifs de guerre, sans la conquête des marchés étrangers et sans l'hystérie sociale anti-communiste. Un certain économiste américain l'a bien dit: « L'Union Soviétique pourrait ruiner l'Amérique, si elle commençait à mener une politique amicale ». La politique officielle américaine identifie au « communisme » chaque manifestation de mécontentement social ou colonial tant soit peu sérieux, et elle identifie le communisme à l'expansion ou à l'agression soviétique.

La rédaction de la revue « La politique mondiale » a prié un certain nombre de publicistes du pays et de l'étranger de prendre part à la discussion du problème de la paix, qu'elle a ouverte dans ses colonnes. Les participants à cette enquête sont invités à faire connaître leurs opinions, que la rédaction de la revue « La politique mondiale » publiera indépendamment de la question de savoir si elle est d'accord ou non avec les points de vue exposés. Dans ce numéro, nous publions les articles des premiers auteurs qui ont répondu à notre appel.

C'est là une justification idéologique, — au nom de la défense de la démocratie contre le communisme — à une politique de préparatifs de guerre illimités, d'intransigeance illimitée dans les pourparlers en vue d'un accord, et

d'ingérence illimitée dans les affaires intérieures des autres pays, par des moyens diplomatiques, économiques et militaires. Pour ce faire, l'on n'hésite pas à recourir aux terroristes et aux saboteurs stipendiés, pas plus qu'à la propagation de la contre-révolution et de la guerre civile.

En face de ce danger croissant, la politique soviétique a été, en substance, défensive. Les traités d'amitié et d'alliance conclus par l'Union Soviétique avec ses voisins européens, sont des traités de caractère local, uniquement dirigés contre l'Allemagne ou quelque autre pays qui mènerait la guerre en alliance avec l'Allemagne. A la différence du Pacte Atlantique, ils ne sont pas, de ce fait, en contradiction avec la Charte des Nations-Unies. L'Union Soviétique a officiellement déclaré qu'elle était convaincue non seulement de la possibilité, mais aussi de la nécessité du commerce entre pays capitalistes et communistes, de même que de leur co-existence paisible, et qu'elle était prête à s'employer en faveur de l'entente.

Dans la pratique cependant, l'Union Soviétique s'est montrée aussi peu pressée que les puissances occidentales à entamer des pourparlers sérieux en vue d'aboutir à l'entente générale. Il semble que les dirigeants soviétiques pensent qu'ils se trouveront dans une position relativement plus forte lorsque le capitalisme américain sera dans une situation difficile. De toute évidence, ils sont d'avis que seuls sont importants les gouvernements et les ministères des Affaires Etrangères des grandes puissances, et que les petits Etats, l'opinion publique et la classe ouvrière en Occident sont des facteurs négligeables. Entre temps, en ce qui concerne la Yougoslavie, ils ont mis à l'ordre du jour une question de principe qui, probablement, deviendra le problème le plus important de la situation internationale.

Il est possible que la politique soviétique à l'égard de la Yougoslavie fasse partie des efforts

LE PROBLEME DE LA PAIX

que l'URSS déploie en vue de se prémunir contre le danger croissant que constituent les préparatifs de guerre et la politique d'intervention des Américains, qu'elle soit — pour employer la terminologie militaire — une offensive tactique dans le cadre de la défense stratégique à l'égard de l'Occident. Mais un fait demeure: c'est que les dirigeants soviétiques ont rompu les relations avec la Yougoslavie et qu'ils font tous leurs efforts en vue de renverser le pouvoir dans ce pays, utilisant à cette fin tous les moyens excepté la guerre, et ce, parce que le Parti Communiste de Yougoslavie n'a pas voulu s'incliner devant la critique soviétique s'étendant à toute la politique intérieure et extérieure yougoslave, à l'organisation du Parti et à des personnalités. En appuyant l'attitude soviétique, les autres Partis communistes ont prouvé qu'ils pensaient que la fidélité au principe de «l'internationalisme prolétarien» fait un devoir aux Partis Communistes du monde entier de faire ce que leur enjoignent les dirigeants soviétiques.

Dans la guerre froide, nous voyons d'une part les puissances occidentales procéder à leur armement et refuser d'entamer des pourparlers, en vertu de deux hypothèses contradictoires: premièrement, que l'Union Soviétique est tellement forte qu'elle se trouve menacée du danger imminent d'être attaquées par elle; deuxièmement, que l'Union Soviétique sera assez faible quelques années encore, et que, de ce fait, l'Occident peut dicter ses conditions et extirper le communisme partout dans le monde.

D'autre part, l'Union Soviétique procède à son armement et fait obstacle aux pourparlers, en vertu de deux politiques contradictoires: d'un côté, elle affiche sa conviction que les Etats capitalistes et communistes peuvent et doivent régler leurs litiges mutuels par la voie de la conciliation, dans le respect réciproque du droit pour chacun d'eux d'être maître en sa maison. D'un autre côté, les dirigeants soviétiques s'arrogent le droit de déterminer la politique des partis communistes des autres pays et ils s'efforcent de réaliser ce droit en Yougoslavie par des méthodes qui ne sont nullement conformes à la Charte de l'ONU et qui sont en contradiction avec les rapports économiques et politiques normaux entre Etats.

Entre temps, la course aux armements, destructive et meurtrière, se poursuit, pour le plus grand dommage de la civilisation. Si on ne l'arrête à temps, cette course aux armements aboutira fatalement à la guerre, comme d'ailleurs toutes les précédentes courses aux armements. Mais bien que la guerre soit le résultat final inévitable, le danger direct consiste en ce que les puissances occidentales, engagées dans cette voie qui mène à la guerre, détruiront la démocratie dans leur pays, dans le but de se préparer à la défendre de l'extérieur. La guerre froide fi-

nira par dégénérer en troisième guerre mondiale. Mais, elle sera précédée de la contre-révolution et du fascisme dans les démocraties occidentales.

Les signes de cette évolution sont on ne peut plus évidents aujourd'hui en Occident. Pour le moment, ils émanent directement de la guerre froide. Mais ce qui pourrait être d'une importance décisive pour la paix dans le monde, c'est si les choses prenaient la tournure désirée par les réactionnaires plus intelligents de l'Ouest. Au cours des débats sur la politique étrangère, à la Chambre des Communes, le 28 mars, Mr. Churchill a demandé que l'on entame des pourparlers avec l'Union soviétique pour les raisons suivantes: 1) parce qu'avec le temps l'Ouest deviendra relativement plus faible, et l'URSS relativement plus forte; 2) parce que les deux parties s'effrayent tant l'une l'autre et que les conséquences de la guerre sont si épouvantables qu'aucune partie ne désire commencer une nouvelle guerre; 3) parce que cette occasion ne durera que quelques années et qu'il faut en profiter avant qu'elle ne disparaisse.

Il est moins probable que les adeptes de la guerre froide à l'Ouest commenceront la guerre qu'il est presumable qu'ils se rallieront autour du point de vue de Churchill. Dans ce cas, on pourrait assister à des pourparlers tendant à un accord étayé sur les mêmes principes que ceux qui ont servi de base à l'accord Staline-Hitler en 1939, ou bien à l'accord Churchill-Staline en 1944 — à savoir: le partage de l'Europe en sphères d'influence, en fonction duquel l'URSS obtiendrait carte blanche en Yougoslavie, et les USA en Europe Occidentale et en Italie.

Cela constituerait l'application dans l'Est européen du diktat cominformiste de l'URSS, parallèlement à l'application du diktat américain, la mise hors la loi et l'étouffement des partis communistes, du socialisme, du mouvement syndical et, en définitive, de la démocratie en Occident. Une telle situation entraînerait bien vite le retour de la course aux armements, de la crainte et de la haine des deux parts.

La seule façon de mettre fin à la guerre froide avant qu'elle ne nous mène au fascisme et à la guerre, c'est de mobiliser l'opinion publique progressiste dans une campagne pour la paix et qui commencerait par demander le retour, par la dénonciation du Pacte Atlantique, de l'indépendance de l'Ouest européen vis à vis des USA. Le pas suivant consisterait en la proposition de pourparlers en vue de régler les questions primordiales, en vue de solutions fondées sur le retour à la Charte de l'ONU et non pas sur le partage du monde.

Au lieu de compromis se résumant pour les deux parties à limiter géographiquement leurs prétentions tout en se maintenant dans une pleine mesure dans leur «sphère» d'influence (ce qui veut dire que les Américains extirperaient

LE PROBLEME DE LA PAIX

LES MOBILES D'UNE
POLITIQUE D'AGRESSION

par Douchan BLAGOYÉVITCH

les racines du communisme à l'Occident, pendant que les Russes imposeraient leur volonté aux partis communistes de l'Est), la base de l'accord devrait consister en ce que les USA et l'URSS procèdent à une révision et à une limitation de leurs prétentions de façon à les mettre en accord avec la Charte des Nations Unies. Plus précisément parlant, cela équivaudrait pour l'URSS à se désister de ses prétentions à diriger les partis communistes des autres pays, à établir des relations diplomatiques et économiques normales avec la Yougoslavie et à faire cesser la campagne cominformiste organisée contre ce pays. En retour, les puissances occidentales cesseraient toute politique de discrimination et d'intervention anticommuniste, tel que le veto américain dans la question de la participation des communistes aux Gouvernements des pays de l'Ouest européen et de l'Italie, ou l'aide accordée aux actions militaires françaises ou anglaises dans les colonies — et elles entreraient en pourparlers en vue d'un accord sur toutes les questions les plus importantes, sur la base d'une participation égale de l'URSS en Europe et en Asie, d'une mise en oeuvre intégrale de l'appareil et des obligations de l'ONU.

Le principal obstacle à la mobilisation des forces de gauche à l'Ouest en vue d'une telle politique réside dans l'obéissance aveugle des partis communistes aux directives soviétiques. Cela handicape sérieusement ces partis en tant qu'adversaires de la guerre et en tant qu'aspirants au pouvoir. Si un accord intervient entre les USA et l'URSS sur le partage de l'Europe, cela les rejettera du côté de l'Amérique et les acculera au suicide. Les partis communistes de l'Ouest ont affiché en 1939—1940, sur les directives soviétiques, leur adhésion au pacte Staline-Hitler au moment où leurs pays menaient une lutte à la vie et à la mort contre les agresseurs et les occupants nazis. En 1944—1945, le Parti communiste anglais demanda une coalition avec Churchill et Eden, et le PC américain se transforma en une association scientifique qui soutenait le capitalisme — tout cela par esprit de loyauté envers la politique étrangère soviétique. Que ne feraient-ils pas, sur l'ordre des dirigeants soviétiques, pour appuyer un accord soviéto-américain quelconque qui livrerait les peuples de Yougoslavie à la férule de l'Armée soviétique et les masses ouvrières de l'Occident au joug du capitalisme américain? Est-ce que les partis communistes, dans une telle situation, oublieraient les mauvais précédents de 1939 et de 1944, et seraient-ils en mesure de rassembler assez de courage pour penser d'eux-mêmes et se tenir sur leurs propres jambes? Plus tôt les partis communistes d'Occident suivront l'exemple de leurs camarades yougoslaves, plus grand sera le rôle qu'ils pourront jouer dans le rassemblement et l'unification de la gauche dans leurs pays, et plus tôt les gauches accèderont au pouvoir — au mieux de la civilisation et de la paix.

LA PAIX — c'est là très certainement le mot qui, dans la propagande suscitée par la guerre froide est le plus fréquemment employé. L'emploi de ce mot attirant n'a pas toujours été le même des deux côtés. D'abord, après la victoire sur les puissances de l'Axe, les milieux agressifs bien connus aux USA déclarèrent la paix — pour ainsi dire impossible. Cette constatation était accompagnée de la menace de la bombe atomique. La réponse de l'autre côté arriva aussitôt sous forme d'accusation: fomentateurs de guerre. Avec le temps, la partie accusée commença à se rendre compte que les menaces de guerre n'étaient pas précisément chose sensée, car les peuples du monde désirent la paix de toute évidence. C'est ainsi que ces derniers temps l'on s'est livré à une sorte d'auto-critique dans laquelle, du moins en ce qui concerne les publicistes, Mr. Walter Lippman s'est particulièrement signalé. Les menaces de guerre sont devenues moins bruyantes et plus rares, et les tirades sur la paix plus retentissantes et plus fréquentes. Dans l'autre camp aussi, un changement s'est opéré dans l'emploi du mot: la Paix. A Moscou, depuis quelque temps déjà, on affirme que «la guerre est un danger imminent», que «la paix tient à un fil», etc. Cette révélation sensationnelle s'accompagne d'«actions pour la Paix» retentissantes, partout où les diktats moscovites font l'objet d'une vénération dont seuls les commandements de Dieu, gravés sur les tables de Moïse, furent entourés jadis dans l'Histoire. La lutte pour la Paix, selon les directives données, devrait — pour ainsi dire — devenir le sens essentiel de la vie de chaque homme, du curé au métallo et le peuple tout entier. La Paix, elle aussi, ne peut être réalisée que d'une seule façon: par la docile exécution de tous les ordres de Moscou, car tout le reste appartient à la sphère de fomentation d'une nouvelle guerre. C'est ainsi que des spectacles intéressants se sont déroulés sur la scène européenne: à Prague, à la lumière voilée de la liberté, ont été lancées des milliers de colombes de la Paix, pendant qu'à Paris et à Rome, tous ceux qui n'admettent pas les conceptions cominformistes de la Paix, et conformément à ces mêmes conceptions, — ont été menacés de l'arrivée de l'Armée soviétique, pour autant, bien entendu, qu'en tant que pilier de la Paix elle sera «obligée», dans la lutte pour la Paix, d'occuper l'Europe. En Asie cependant, même là où l'on approuve la ligne du Cominform, un certain désaccord s'est manifesté. Contrairement aux ef-

LE PROBLEME DE LA PAIX

frayantes visions d'une prochaine guerre que Moscou et ses satellites se plaisent à évoquer, Mao Tsé TOUNG a formulé dernièrement des prévisions tout à fait autres. «La situation internationale actuelle, a-t-il dit dans un de ses rapports, est favorable à la Paix».

Tel est, en bref, le sort que le mot «Paix» a subi et qu'il subit dans la guerre froide qui oppose les USA à l'URSS. Donc, en ce qui concerne les paroles, il y a des différences. Cependant, ces dernières ne peuvent dissimuler le trait commun qui caractérise la politique des deux grandes puissances partenaires dans la guerre froide. L'expérience a démontré que, dans leur politique internationale, ni l'une ni l'autre de ces grandes puissances ne s'inspire d'aspirations pacifiques ni du principe du respect de l'indépendance des autres pays. Au contraire, elles sont toutes deux guidées exclusivement par leurs intérêts particuliers et s'efforcent — au détriment de l'indépendance et de la prospérité des autres peuples — d'assurer ces intérêts par l'organisation de leurs blocs et de leurs sphères d'intérêts. Ainsi donc, si l'on considère l'emploi du mot «paix» dans la guerre froide, il n'est nullement difficile d'établir que la divergence entre les paroles et les actes est une réalité dans la politique des deux parties; que d'un côté et de l'autre, derrière de belles phrases se dissimulent souvent des actes qui n'ont rien de beau.

Les milieux progressistes du monde sont depuis longtemps déjà au courant de ces faits, — en ce qui concerne la politique monopoliste des USA. Mais ce qui est nouveau dans la situation actuelle, c'est très certainement le fait que de tels éléments non-démocratiques et agressifs soient arrivés ouvertement à leur expression dans la politique extérieure de l'URSS également. Cela a commencé à se faire jour au moment où la direction de l'Union Soviétique essaya de saisir à la gorge la Yougoslavie socialiste, bien qu'avant et durant la deuxième guerre mondiale, certains côtés et certains actes de la politique soviétique aient laissé nettement entrevoir que, pour le moins «il y avait quelque chose de pourri au Danemark». Le pacte soviéto-hitlérien sur l'anéantissement et le partage de la Pologne, les tractations avec Churchill sur le partage des sphères d'intérêts dans les Balkans, la directive soviétique visant à la liquidation du Parti communiste des USA d'après la ligne de la politique de Téhéran, — ce qui plus tard fut reproché à Browder — les agissements en vue de pousser le Mouvement de la Libération Chinoise à un accord capitulaire avec Tchang Kaï Chek, la liquidation du Mouvement de la libération de Grèce, etc... tous ces actes et bien d'autres, ne portaient-ils pas en soit tous les éléments de la politique d'abandon de la cause de l'humanité progressiste; — donc, tout ce qui devient un fait réel dans la transforma-

tion de toute une série de pays de l'Est européen en satellites soviétiques et dans la tentative d'asservir la Yougoslavie socialiste?

Ainsi donc, par la mise à nu du contenu véritable de la politique extérieure soviétique, aujourd'hui — au lieu d'adopter la thèse du partage du monde en deux camps, dont l'un s'orne idylliquement de branches de palmier et de colombiers, — et l'autre de bombes atomiques — nous nous faisons une tout autre idée de la situation internationale. L'on ne peut plus parler de l'Union Soviétique comme d'un centre qui «à la tête d'un camp» lutte pour la paix, l'indépendance des peuples et le progrès». Il s'agit aujourd'hui de la politique de deux grandes puissances qui, en exploitant des slogans idéologiques différents, chacune à sa façon et partout où elle le peut foule aux pieds le droit des autres peuples au libre développement et à l'égalité souveraine, et organise des blocs devant servir d'instrument dans la lutte pour les sphères d'intérêts. Une telle politique rend impossible l'unité des «camps». En réalisant les objectifs des «dirigeants des camps», dont les mobiles sont au fond identiques, c'est-à-dire, expansionnistes, elle aboutit fatalement d'une part à accentuer leurs contrastes dans la lutte autour des sphères d'intérêts, et par cela même sape constamment les fondements de la paix. D'autre part, cette politique mène à l'accentuation constante des contradictions au sein de chaque bloc, entre les tenants de l'hégémonie des grandes puissances et les masses populaires que cette tendance à l'hégémonie étouffe et entrave. De cette manière, la politique contemporaine de blocs, dans la lutte que mènent les deux plus fortes puissances du monde autour des sphères d'intérêts, porte nécessairement en soi sa propre négation révolutionnaire qui, — orientée dans les deux sens, — est aujourd'hui la ligne qui conditionne le progrès. La lutte que la Yougoslavie mène efficacement contre les tentatives d'asservissement par l'étranger, la lutte qu'elle soutient pour sauvegarder son égalité en droits et son développement dans l'indépendance, n'est autre chose qu'une éruption manifeste de cette négation révolutionnaire que comporte la politique des sphères d'intérêts.

Une telle situation internationale et de telles perspectives de développement continu ont contraint de nombreux militants sincères pour la Paix et pour la coopération internationale, — qui il n'y a pas longtemps participaient encore à la nommée «action mondiale pour la Paix» sous l'égide soviétique — à se pencher sur le problème de la recherche de nouvelles voies et formes d'action en vue de la réalisation des aspirations pacifistes de l'humanité contemporaine. Ce n'est nullement par un effet du hasard que, justement les milieux de ces Partisans de la Paix, après avoir révisé leurs conceptions antérieures, aient joint la critique

LE PROBLEME DE LA PAIX

sérieuse de la politique étrangère soviétique à la critique qu'ils ont exercée jusqu'ici sur la politique extérieure des monopoles des USA. C'est là manifestement un fait d'importance dans le développement de l'opinion publique mondiale. Toutefois cette critique comporte encore ça et là quelques lacunes qui, à notre avis, ne font que rendre plus difficile la découverte d'une juste voie dans la lutte pour la Paix. Il existe, par exemple, une conception selon laquelle — lorsqu'il s'agit des «erreurs» du Gouvernement soviétique, — l'on ne peut parler que de son attitude actuelle à l'égard de la Yougoslavie. ce en quoi l'on oublie, entre autre, que le Gouvernement Soviétique a déjà réalisé dans plusieurs autres pays ce qu'il s'efforce, mais en vain, d'imposer à la Yougoslavie. Ou bien, lorsqu'on recherche l'explication de la politique agressive que l'URSS mène actuellement envers notre pays, on émet l'opinion que l'agressivité soviétique à l'égard d'un petit pays s'explique par une quelconque tendance à la sécurité vers l'Occident. Ce faisant, on paie sans le vouloir un tribut, justement aux affirmations que par ailleurs l'on rejette résolument, et avec raison, telles que, par exemple, le mensonge cominformiste qui prétend que la «Yougoslavie se prépare à passer au camp des impérialistes», qu'elle a déjà «passé du côté impérialiste», et qu'elle «met en danger» toute une série de pays qui, avec l'URSS et la Chine, comptent quelque 800 millions d'habitants, en face de nos 16 millions.



Nikolaï PIRNAT: LA SÉPARATION (LES ADIEUX) —
gravure

La cause de ces contradictions involontaires réside sans nul doute en ce qu'on ne cherche pas l'explication de l'actuelle politique étrangère soviétique là où on peut véritablement la trouver, c'est-à-dire dans l'ordre socialo-économique lui-même qui règne aujourd'hui en URSS. On la cherche d'un autre côté, et uniquement dans les «erreurs» commises par les dirigeants soviétiques, dans leur «défiance» de tous et de chacun. En cela l'on oublie, comme nous voyons, que la politique soviétique d'aujourd'hui (y compris la crainte, la défiance et les erreurs des chefs dont le rôle est important mais non déterminant) ne porte pas sa cause en soi, mais qu'elle est le reflet nécessaire d'une manifestation plus profonde dans le développement de la société soviétique. Ce facteur, le camarade Z. Petchar, aussi l'a perdu de vue dans son article «Sphères d'intérêts: danger de guerre latent» (Politique mondiale No I, page 8) où il écrit ce qui suit: «... à la lutte hégémoniste des grandes puissances pour un nouveau partage du monde au détriment des petits peuples s'est associée l'URSS — pays dont la structure sociale et économique est telle qu'elle ne devrait ni ne pourrait nullement l'obliger, encore moins aujourd'hui dans la période des rapports des forces essentiellement modifiés dans le monde, à s'engager dans la voie de «la lutte pour le territoire économique». Non pas: «ne devrait ni ne pourrait» mais, inversement, — la structure sociale et économique de l'Union Soviétique est précisément telle, qu'elle oriente la caste régnante de là-bas vers l'hégémonisme et la pousse sur la dangereuse voie de la politique de sphères d'intérêts.

Ces constatations ne répondent nullement à l'affirmation bien connue, que la propagande du Cominform réitère aujourd'hui comme un axiome et selon laquelle «la société sans classes existe en URSS et que, par conséquent, il n'y a pas de couches intéressées à l'asservissement d'autres peuples». Voyons un peu quel est le sort de cet «axiome»? A-t-il résisté à la critique de la pratique, ou bien a-t-il été au contraire réfuté par la pratique? En vertu de l'expérience découlant des rapports soviéto-yougoslaves, de même que des rapports qui existent déjà entre l'Union Soviétique et ses satellites, tous les hommes sensés et intègres s'accorderont à constater que la politique visant à l'exploitation économique et à l'asservissement des autres pays est maintenant la manifestation caractéristique de la réalité soviétique. Cependant cette politique n'est pas tombée du ciel, elle n'est point le résultat de quelque omission dans la logique des dirigeants; mais elle a son promoteur, réel et vivant, qui, de plus, pour pouvoir être le tenant d'une telle politique, doit avoir sa place déterminée dans les rapports de production de la société soviétique. Nous, donc, si nous partons de la pratique, — et celle-ci est

LE PROBLEME DE LA PAIX

le critère de toute vérité — nous pouvons constater que dans le cas soviétique nous avons un pays socialiste où existe une couche sociale qui est — et combien — intéressée à une politique entièrement non-socialiste à l'égard des autres pays. Ce n'est pas tout. Si nous analysons la position des diverses nationalités en URSS vis à vis de la «nation dirigeante», si nous nous arrêtons sur des faits tels que le déplacement en masse de peuples entiers vers la Sibérie, et par suite, leur disparition effective de la scène de l'Histoire, nous en arrivons nécessairement à conclure que cette couche sociale déterminée d'Union Soviétique est responsable de tout un ensemble de manifestations et de procédés non-socialistes qui apparaissent au sein de l'Union Soviétique elle-même.

Afin de faire mieux comprendre la genèse et le rôle de la couche sociale — ou, pour mieux dire, de la caste de la société soviétique qui nous intéresse, nous allons essayer de tracer les grandes lignes de quelques concepts qui se sont cristallisés chez nous au cours de débats sur les racines du révisionnisme en Union Soviétique. Il est nécessaire avant tout de comprendre que le socialisme n'est pas une société idéale, purement sans classes, mais bien toute une période transitoire de la montée complexe qui va du capitalisme vers le communisme, ce qui signifie une période de luttes continuelles entre les vestiges de l'ancienne société de classes et les éléments de la nouvelle société, c'est-à-dire une période de l'enchevêtrement des contradictions de l'ancien et du nouveau. Et tant que dure cet enchevêtrement, nous avons le socialisme. Dans ce sens, l'Union Soviétique est un grand pays socialiste, mais un pays qui est encore loin du communisme et qui se trouve même — du moins dans la phase actuelle — dans un état de stagnation, de conservation et d'ossification de certains éléments de l'ancienne société.

La base fondamentale sur laquelle les éléments de l'ancienne société se sont conservés dans la société soviétique contemporaine, c'est l'appareil bureaucratique de l'Etat qui est lui-même, par son essence, un vestige de la société de classes. Au lieu que le développement en Union Soviétique suive la ligne du renforcement de la communauté socialiste dans le processus de l'extinction graduelle des diverses fonctions de l'Etat, ou bien inversement, comme le disent eux-mêmes les théoriciens soviétiques, au lieu que l'Etat s'estompe au fur et à mesure que la communauté socialiste se renforce, et cela — du point de vue du mouvement vers un

ordre social supérieur — peut-être atteint, en harmonie avec la situation internationale et le développement des forces de production, uniquement à travers le processus du transfert de tout un ensemble de fonctions de l'appareil d'Etat aux larges masses populaires, c'est-à-dire aux producteurs directs — en Union Soviétique, en l'absence de toute lutte contre les tendances bureaucratiques monopolistes, l'évolution s'effectue autrement. Là-bas, l'Etat s'est renforcé, pas dans le sens de l'affermissement de la démocratie socialiste, mais bien dans le sens de sa dégénérescence. De ce fait, la machine compliquée de l'appareil d'Etat s'est éloignée des masses populaires, et s'est transformée en une force indépendante au-dessus du peuple. C'est sur cette base que s'est formée en Union Soviétique la caste bureaucratique, qui, grâce à l'inexistence de la propriété privée sur les moyens de production, est devenue le dirigeant monopoliste de l'économie soviétique toute entière, et, partant, le maître absolu du destin de millions de simples travailleurs soviétiques. Les simples citoyens soviétiques sont ainsi réduits à être comme une sorte d'employés d'un vaste monopole bureaucratique qui embrasse tout. Ce monopole s'accompagne fatalement de privilèges qui du fait de leur caractère parasitique, doivent être assurés par la force. La nécessité de les maintenir par ce moyen engendre inévitablement la tendance à les élargir. Tel est le cas de l'expansion actuelle du bureaucratisme soviétique.

Ainsi donc, la politique soviétique des sphères d'intérêts n'est au fond rien d'autre que l'expression des efforts déployés par la classe bureaucratique au pouvoir en vue de légaliser les privilèges qu'elle détient actuellement dans toute une série d'autres pays et créer les conditions nécessaires à leur extension. A la lumière de ces faits, il n'est certainement pas difficile de se rendre compte de la complexité de la situation internationale actuelle dans laquelle les peuples mènent la lutte pour la Paix. Et puisque la question de la paix est, en réalité, la question des rapports entre peuples et entre Etats, l'action pour la paix — dans les conditions du conflit actuel autour du partage du monde en sphères d'intérêts — ne peut être séparée de la lutte contre la politique des sphères d'intérêts, de la lutte pour l'indépendance des peuples, pour leur droit au libre développement, pour l'égalité souveraine des Etats. Seule une telle action est en harmonie avec les aspirations des masses populaires de chaque pays, seule une telle action peut porter le nom de véritable lutte pour la Paix.

DE L'ONU

LA SESSION A GENEVE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE ET LES VOIES DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

LES DISCUSSIONS qui ont été menées dans la première quinzaine de juin au siège européen des Nations-Unies ont montré combien est populaire dans le monde l'idée du renforcement des échanges économiques internationaux, malgré le fait que les diverses délégations à la Commission économique pour l'Europe aient défendu des points de vue différents, en ce qui concerne les voies qui mènent à cette coopération.

Tous à Genève ont parlé de coopération. Plaidaient en sa faveur ceux qui se donnent le nom d'«Est», même quand ils critiquaient l'«Ouest» à cause du Plan Marshall; et inversement, ceux de l'«Ouest» défendaient le Plan Marshall en s'en prenant à l'«Est», mais sans cesser de souligner que la coopération constitue la base de la politique que les Nations-Unies doivent mener. Un des délégués a constaté que le Plan Marshall n'est critiqué que par les délégués des pays qui n'y participent pas et qu'il y aurait lieu de mettre fin à cette critique; les délégués de l'Union soviétique ont présenté des observations analogues pour interrompre les critiques sur leur compte. On ne pourrait pas dire que ces questions, dans un certain sens intérieures, de ces divers pays, soient sans rapport avec la tâche fondamentale de la CEE — au contraire, mais on ne peut non plus affirmer que la manière dont elles ont été posées à Genève soit la meilleure et la plus adéquate, car les chicanes propagandistes entre l'«Est» et l'«Ouest» à la cinquième session de la CEE, sur la question de savoir chez qui la situation est meilleure ou pire, ne constituent pas en elles-même une contribution particulière au règlement de la question du renforcement des échanges intra-européens. C'est une autre chose si la critique des relations économiques est faite, non pas dans des buts de propagande, mais en vue d'éliminer de réels obstacles qui entravent la coopération internationale.

Sur le plan européen, comme sur le plan mondial, la coopération économique peut être durable ou temporaire, et elle peut aussi ne pas être du tout: tout dépend des principes sur lesquels elle est établie. Il est hors de doute que la voie la meilleure, la plus efficace, la plus constructive et, si l'on veut, la seule voie d'une coopération durable, consiste pour tous les pays à se concerter à son sujet comme des unités égales en droit, comme les parties souveraines d'un tout économique mondial. C'est pourquoi la délégation yougoslave s'est élevée à la CEE également, contre la politique des blocs, contre la pratique qui consiste à ranger bon gré mal gré les pays dans deux formations politiques adverses, dans l'«Est» et l'«Ouest» — donc, contre l'entente entre blocs et par l'entremise des puissances qui y sont prépondérantes.

Suivre une telle voie, — que les représentants de l'Union soviétique ont tout à fait ouvertement préconisée — équivaldrait à sanctionner certaines tendances de subordination des Etats plus petits aux Etats plus forts et à donner ainsi à ces derniers le droit exclusif de décider des rapports qui doivent régner entre tous les pays. Cela reviendrait donc à reconnaître le partage du monde en sphères d'intérêts; politique des plus dangereuses, car tout partage de ce genre ne peut constituer qu'un compromis provisoire qui peut, à l'occasion de la première modification des rapports des forces, entraîner un conflit au sujet d'un changement des sphères d'influence. Par conséquent, non seulement

la coopération basée sur des accords entre blocs serait temporaire, mais elle renfermerait en même temps un danger latent pour sa propre existence.

La tâche de la Commission économique pour l'Europe, telle que la comprennent tous les adeptes d'une coopération internationale véritable, consiste certainement aussi à écarter les obstacles qui se dressent sur le chemin de l'amélioration des rapports économiques des pays européens. La délégation soviétique à la Ve session de la CEE a dénoncé les restrictions américaines apportées dans le commerce de certains articles comme le principal obstacle à ces rapports, demandant que le Secrétariat de la CEE envisage les mesures à prendre contre la «discrimination que les USA et certains pays d'Europe pratiquent dans le domaine commercial». Mais, en même temps, le bloc soviétique s'est élevé contre la motion yougoslave qui en réponse aux assertions inexactes des représentants communistes — demandait l'ouverture d'une enquête sur le blocus économique exercé contre la Yougoslavie par les Gouvernements de l'Est européen, bien que le blocus soit certainement une infraction aux principes de la coopération économique internationale de beaucoup plus grave que la discrimination. Le bloc soviétique ne pouvait avancer des raisons de principe pour défendre une telle attitude, car même la tradition diplomatique de l'URSS (sa lutte antérieure contre le blocus etc.) milite en faveur de la demande yougoslave, comme, par exemple, milite en sa faveur la définition suivante de la «Petite encyclopédie soviétique»:

«Généralement la discrimination se manifeste comme un signe de rapports malintentionnés d'un Etat envers un autre. Parfois la discrimination se manifeste également comme une rétorsion, c'est-à-dire comme une réponse à des mesures correspondantes prises par un autre pays, et souvent elle porte aussi le caractère d'une agression, bien que dans ce cas elle soit souvent officiellement masquée sous forme de rétorsion».

Le bloc soviétique n'a pas pu invoquer de telles définitions. C'est pourquoi il s'est efforcé de défendre sa politique d'agression économique contre la Yougoslavie (dont le but immédiat était la pression politique et la tentative de renverser le Gouvernement yougoslave), par un argument des plus absurdes, à savoir: que c'est la Yougoslavie qui voulait la rupture des relations économiques avec l'URSS et ses satellites — ce qui revient à dire que c'est elle qui a entrepris le blocus de l'Union soviétique, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et d'une série d'autres pays de l'Est européen, et non pas inversement!

Le fait que le bloc soviétique mène une politique d'agression économique contre la Yougoslavie en même temps qu'il demande qu'on prenne des mesures contre la discrimination américaine, révèle nettement les tendances propagandistes de l'URSS, lesquelles se sont également manifestées dans le projet soviétique de résolution sur le chômage. Et que la politique pratiquée par l'URSS est dénuée de principes, c'est ce qu'a démontré de même le fait que son bloc a seul voté contre la résolution yougoslave sur l'aide technique aux pays insuffisamment développés, en avançant le prétexte hypocrite et non-scientifique que la production peut être accrue, non pas par une aide technique, mais uniquement par l'augmentation des salaires, ce qui a d'ailleurs été réfuté par le représentant soviétique même,

DE L'ONU

Arutinijan, dans son discours sur la situation économique des pays européens.

L'obstruction pratiquée pendant deux semaines par les représentants communistes à la Commission économique pour l'Europe, dans toute une série de questions, s'est terminée par une volte-face acrobatique: Arutinijan a déclaré, à la fin, inopinément, que la session — au cours de laquelle il s'en est pris à tous et à tout — avait démontré qu'on pouvait coopérer.

Les motifs soviétiques mis à part, l'on peut dire que la CEE, en tant qu'organe de l'Organisation des Nations-Unies, a la possibilité de jouer un rôle important dans le développement et le renforcement des liens économiques des pays européens, liens qui sont nécessaires tant parce qu'ils complètent les économies complémentaires de ces pays, tant — et encore plus — parce qu'ils indiquent en même temps la voie de l'affermissement de la coopération internationale et de la paix.

Jacov LEVY

La question de la propagande dans la guerre froide à la Conférence de Montevideo

DURANT la session de la Sous-commission des Nations Unies pour la liberté de l'information, à Montevideo, parmi les membres de la Sous-commission a circulé une mappemonde sur laquelle étaient indiquées en couleurs diverses les sources auxquelles les peuples des différents pays et parties du monde puisent leurs informations sur les événements mondiaux. Cette mappemonde a été qualifiée par un membre de la Sous-commission de carte de la répartition des armes de propagande dans la guerre froide.

Cette carte indiquait, par exemple, que près de 800 millions d'hommes, qui vivent sur un territoire s'étendant de la Tchécoslovaquie et de la Pologne jusqu'à l'Océan Pacifique, en passant par l'Union soviétique et la Chine, sont informés, par leurs journaux et stations de radio, des événements mondiaux tels que les leur sert TASS, l'agence officielle de presse de l'Union soviétique. La mappemonde faisait ressortir domaine des moyens d'information sa politique de rap- le fait que l'URSS, appliquant également dans le porte non basés sur l'égalité entre les Etats socialistes, a presque complètement éliminé sur ce territoire les agences de presse des autres pays, tel que l'Agence tchécoslovaque CTK et l'Agence polonaise PAP. Profitant de l'extension des moyens d'information de la Chine nouvelle, l'Agence de presse soviétique TASS s'est acquis le monopole presque complet de l'information des masses populaires chinoises sur les événements du monde, et elle canalise ses informations dans le sens de la politique étrangère qui tend au partage du monde en blocs.

La même mappemonde montrait également que toute l'Amérique du Sud et du Nord, une bonne partie des pays de l'Europe, de même qu'un grand nombre des pays du Proche-Orient et de l'Extrême-Orient reçoivent leurs informations exclusivement des Agences de presse américaines Associated Press et United Press, lesquelles sont étroitement liées aux milieux financiers des Etats-Unis. C. Jackson, éditeur de la revue américaine «Time», écrivant son livre «L'opinion publique et la politique étrangère» qui est devenu un manuel des écoles diplomatiques américaines, a qualifié ces deux agences d'armes de propagande les

plus puissantes des Etats-Unis d'Amérique dans la guerre froide. Que ces deux agences de presse ont le monopole presque absolu des nouvelles dans la presse quotidienne et à la radio des pays sud-américains, c'est ce dont les membres de la Sous-commission ont pu se convaincre au cours de leur voyage jusqu'en Uruguay. En Argentine, par exemple, dont la politique officielle a pour slogan l'indépendance vis à vis des USA, toutes les nouvelles de l'étranger qui sont publiées dans la presse et à la radio portent, à de rares exceptions près, la signature de United Press ou de Associated Press. Dans les journaux uruguayens, comme dans les journaux du Pérou, de Cuba, du Chili et du Brésil, ces deux «armes de propagande les plus puissantes des USA dans la guerre froide» jouissent de même d'un monopole pour ainsi dire incontestable. Cette domination des trusts des moyens d'information des USA sur les moyens d'information des pays de l'Amérique du Sud ne se limite pas seulement aux journaux quotidiens et à la radio; elle englobe aussi les autres moyens d'information. Pendant la session de la Sous-commission, par exemple, plusieurs milliers de cinémas des vingt et quelques pays du Sud-américain ont passé, comme à l'ordinaire, exclusivement les films d'actualités débités par les compagnies cinématographiques américaines. A la lumière de la partie propagandiste de la «guerre froide» il est caractéristique qu'à côté des nouvelles sur la mode, le sport américain et les accidents de la circulation, ces actualités présentaient, à chacune de leur édition et comme s'il était de règle, les plus récentes «nouvelles» sur l'armement des Etats-Unis d'Amérique avec force détails sur la puissance de destruction des nouveaux engins.

Bien que fort simplifiée, incomplète et tout à fait schématique, cette carte de la «répartition des armes de propagande dans la guerre froide» reflétait un fait réel dans la situation mondiale actuelle, à savoir que l'URSS, et les USA profitent pleinement de leur position monopoliste sur le plan des moyens d'information dans une série de pays situés en dehors de leurs frontières. Et, dans la «guerre froide», la propagande revêt divers aspects. Elle sert avant tout aux Gouvernements de deux grandes puissances pour dissimuler la divergence entre leurs discours sur la paix et leurs actes qui menacent et sapent l'indépendance des petits pays et des pays peu développés. Ces Gouvernements utilisent les moyens d'information dans la «guerre froide» également pour faire pression sur les pays voisins, afin de les contraindre à adhérer à l'un ou l'autre bloc ou à soutenir telle ou telle action d'un bloc.

Maints côtés négatifs de la guerre froide propagandiste ont été mis au jour au cours même de la session de la Sous-commission des Nations-Unies, à laquelle les différents pays ne sont pas représentés mais qui se compose de 12 experts en questions de moyens d'information, lesquels parlent et agissent à titre de personnes privées. Néanmoins, la session de la Sous-commission n'a apporté aucun résultat positif dans le sens du renforcement de la paix par la limitation de l'emploi abusif des moyens d'information pour la propagande belliciste, les mesures de pression et les activités contraires à l'indépendance des petits pays et à des rapports égalitaires entre les Etats.

Des résultats positifs n'ont pas été atteints principalement en raison de l'attitude adoptée à la Sous-commission par les experts soviétique et américain.

Suivant la nouvelle phase de la politique de l'URSS dans la guerre froide, l'expert soviétique a, dès le premier jour, quitté les travaux de la Sous-commission, en déclarant qu'il le faisait à cause de la présence du représentant du Kuomintang. Que l'expert soviétique n'a pas pris cette mesure pour lutter en faveur de la reconnaissance du Gouvernement de la Chine nouvelle et que la présence du délégué du Kuomintang ne lui a servi que de prétexte, cela est démontré par le fait que l'expert soviétique n'a pas demandé la mise

DE L'ONU

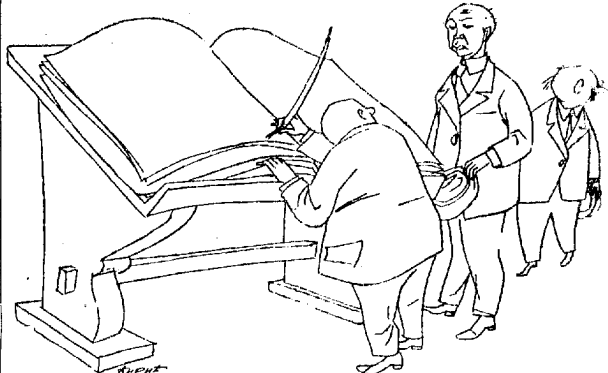
aux voix de sa propre motion sur la reconnaissance du représentant de la Chine nouvelle pas plus qu'il n'a voté pour cette proposition lorsqu'elle a été mise aux voix par l'expert yougoslave. L'absence de l'expert soviétique a affaibli les travaux ultérieurs de la Sous-commission, car elle fut privée de l'occasion de constater les divergences qu'offrent les actes du Gouvernement soviétique et les discours de sa propagande, d'une part, et, dans le cas concret, sa politique à l'égard de la Yougoslavie, d'autre part.

Un autre facteur qui a contribué à l'insuccès des travaux de la session fut la tendance affichée par l'expert américain, Binder, dont l'expert français, le journaliste Pertinax — bien qu'il ait généralement voté de concert avec l'expert américain — a dit en aparté qu'elle constituait une tentative de transformer toute la Sous-commission en un «bataillon de propagande américain dans la guerre froide». Cette tendance s'est surtout nettement manifestée lors de la discussion sur le projet d'élaboration d'un code d'honneur des journalistes et lors de la discussion sur la mise en oeuvre des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations-Unies contre les nouvelles fomentatrices de guerre et les informations mensongères visant à troubler les rapports de bon voisinage. Cette tendance de l'expert américain a été mise en échec par l'opposition qu'elle avait soulevée. Un groupe d'experts de la Sous-commission, parmi lesquels l'expert yougoslave, soutenaient le point de vue selon lequel, dans la situation mondiale actuelle, l'obligation des journalistes à ne pas participer à une propagande belliciste, à la propagation de nouvelles mensongères ayant pour but de saper les principes fondamentaux des Nations-Unies relatifs aux bons rapports — basés sur l'égalité en droits — des pays membres de l'ONU, doit constituer la base qui servira de fondement au code d'honneur des journalistes.

Cette motion n'a pas réuni la majorité des voix, pas plus dans la question du code que dans la question de la mise en oeuvre des résolutions de l'Assemblée générale, ce qui a amoindri l'importance de cette session de la Sous-commission des Nations-Unies pour la liberté de l'information. Mais cela n'a pas amoindri l'importance de la Sous-commission même, en tant que tribune du haut de laquelle l'attention de l'opinion publique mondiale est attirée sur le désaccord qui se fait jour entre les discours de la propagande pour la paix et les actes qui menacent cette paix.

Stévan DÉDIER

L'INFORMBUREAU RECUEILLE LES SIGNATURES



— CROYEZ - MOI, BIEN QUE J'AIE SIGNE LEUR MANIFESTE DE LA PAIX, JE CONTINUE A ETRE PARTISAN DE LA PAIX («Je ž» — Belgrade)

Deux résultats positifs de la Sixième session de la Commission sociale des Nations-Unies

A LA sixième session de la Commission sociale des Nations-Unies qui a procédé à l'examen d'un grand nombre de problèmes relevant du domaine de l'activité sociale, le problème central fut, tant par son essence que par les vives discussions qu'il a suscitées, la question de «la protection de la famille, de la jeunesse et de l'enfance».

Dans le cadre du règlement de cette question, il s'agissait d'abord d'élaborer une «Déclaration des droits de l'enfant», et, ensuite, d'examiner la question qui avait été portée à l'ordre du jour sous le titre de «Activité essentielle et de longue portée en faveur de l'Enfance» et qui, en fait, devait décider du sort et des activités ultérieures de l'UNICEF (Fonds international des Nations-Unies de secours à l'Enfance).

Au cours des discussions sur ces deux points de la question centrale se manifestèrent dès l'abord deux orientations concernant le règlement des problèmes sociaux, deux orientations qui font l'objet de continues divergences aux séances de la Commission sociale et qui s'affirmèrent là bien plus puissamment que lorsqu'il s'agissait des autres questions sociales.

Les promoteurs de l'une des orientations, — généralement les délégués des USA et du Canada, et parfois ceux du Royaume-Uni, de l'Australie et d'autres, — considèrent que l'on ne doit pas assumer des obligations concrètes sur la base d'une aide matérielle, mais que l'on doit se borner seulement à des fonctions consultatives, à prêter assistance dans le règlement des différents problèmes, à recevoir des étudiants en stage, à organiser des cours, des séminaires, etc., et que l'octroi d'une aide matérielle aux pays dévastés par la guerre et insuffisamment ou non développés, doit être réglé par voie d'accords bilatéraux. De même, dans les questions impliquant une extension de l'activité sociale dans leurs propres pays, qu'il s'agisse de l'élargissement du cadre des bénéficiaires des assurances sociales ou qu'il s'agisse, pour les Gouvernements, de s'engager à assurer les moyens matériels nécessaires pour que certaines mesures puissent être vraiment également profitables à tous ceux qui nécessitent une aide, les promoteurs de cette orientation font preuve de la même opposition.

Les promoteurs de la deuxième orientation défendent le point de vue selon lequel il importe, d'une part, de prendre des décisions qui aideraient réellement l'activité sociale à atteindre au plus tôt un plus haut niveau et que, d'autre part, cette dernière doit, sur la base des mêmes principes, englober le plus grand cercle possible de bénéficiaires, et qu'à cet effet, les formes positives des travaux des différents organismes des Nations-Unies doivent être maintenues.

Dès le début de la discussion sur la «Déclaration des droits de l'enfant», il s'est avéré qu'un certain nombre de délégués considèrent comme superflu un tel document et qu'il n'y a pas lieu de perdre du temps à son sujet. Consentir à un tel comportement à l'égard d'une question aussi importante et délicate équivalait à faire fi de la grande expérience que beaucoup de pays ont retirée de la guerre, à oublier le grand nombre d'enfants massacrés durant les hostilités, à oublier les procédés barbares des fascistes forcenés, à sanc-

DE L'ONU

tionner le procédé du Gouvernement soviétique à l'égard des enfants yougoslaves qui avaient été envoyés faire leur instruction en Union soviétique et que, maintenant, ce Gouvernement empêche de regagner leur pays. Il fallait donc convaincre ces délégués qu'il ne s'agissait pas seulement de formuler les droits de l'enfant et de décréter des mesures propres à protéger à l'avenir la vie des enfants innocents, mais qu'il s'agissait également de leur garantir une sollicitude constante, des conditions propices à leur formation physique et intellectuelle.

La Commission a finalement résolu d'établir le texte définitif de la Déclaration, mais il avait fallu mener de longues discussions pour obtenir qu'il y soit stipulé qu'on doit en toute occasion porter toute assistance à l'enfant, que l'on doit garantir à l'enfant un enseignement et des soins médicaux gratuits, que l'enfant naturel doit jouir des mêmes droits que l'enfant légitime, et que l'enfant doit être protégé contre toute exploitation, — en un mot, pour insérer dans la «Déclaration des droits de l'enfant» tous les principes qui sont, en Yougoslavie, non seulement adoptés comme principes, mais mis en application.

La Commission n'a pas adopté la proposition de concrétiser l'interdiction d'exploiter l'enfant, en stipulant que l'enfant ne doit pas être admis au travail avant qu'il ait terminé son instruction scolaire obligatoire et, en aucun cas, avant sa quatorzième année révolue. La plupart des délégués n'ont pu prendre de tels engagements pour la simple raison que dans leurs pays règnent des rapports socialo-économiques qui s'opposent à ce que chaque famille ait la possibilité de vivre dans des conditions dignes de l'homme et que les enfants qu'ils travaillent et aident à l'entretien de la famille y sont un fait courant.

En adoptant la «Déclaration des droits de l'enfant», même ainsi incomplète, la Commission sociale a toute fois accompli un grand pas en avant dans le domaine de la protection de l'Enfance.

Touchant la question du maintien de l'UNICEF, une discussion aussi vive et aussi longue s'est engagée, au cours de laquelle les points de vue contraires des deux groupes de délégués se sont à nouveau nettement manifestés.

La thèse du premier groupe était la suivante: Point n'est besoin de fournir une aide matérielle concrète, car elle peut être obtenue par la voie d'accords bilatéraux, mais il faut passer à un programme de travail à long terme consistant à organiser des séminaires, à octroyer des bourses, etc. En outre, étant donné qu'il n'est pas possible d'englober d'un seul coup tous les 600.000.000 d'enfants qui ont besoin d'être assistés aujourd'hui dans le monde, il ne faut pas secourir seulement une minorité de quelques dizaines de millions, mais il faut faire les préparatifs en vue d'englober à l'avenir tous les enfants.

Le deuxième groupe de délégués défendait la thèse suivante:

Il faut aujourd'hui englober autant d'enfants qu'on le peut et en englober chaque jour plus afin de pouvoir bientôt les englober tous; les moyens et les possibilités pour une telle oeuvre existent car on a trouvé une voie qui a déjà donné des résultats positifs.

Ce deuxième groupe a présenté une résolution commune qui fut signée par les délégués de la France, de la Yougoslavie, de l'Inde, du Brésil et de la Turquie et recentra l'appui d'autres délégués. La résolution a été, avec certains amendements, adoptée, ce qui constitue le deuxième résultat positif de la sixième session de la Commission sociale.

G. A. VLAHOV

Projet de Pacte des Droits de l'Homme

APRÈS avoir siégé pendant deux mois, la commission des Droits de l'Homme de l'ONU a élaboré un projet de Pacte des Droits de l'Homme. Ce Pacte a pour but d'obliger les Etats signataires à garantir à leurs citoyens les libertés fondamentales et les Droits de l'Homme prévus par la Déclaration générale des Droits de l'Homme.

Parmi tous les problèmes qui se sont posés devant la commission figurait le problème des conditions dans lesquelles les libertés fondamentales et les Droits de l'Homme peuvent être limités par les Gouvernements. Tous les membres de la commission étaient unanimes à constater que des cas peuvent se présenter où certains des droits garantis par le Pacte pourraient être limités par les Gouvernements. Ce qui prêtait à discussion, c'était de savoir de quelle manière et pour quelles raisons on pouvait autoriser les Gouvernements à limiter ces droits.

La majorité des membres de la commission adopta un point de vue permettant aux Gouvernements de tenir compte, lors de la limitation des droits établis par le Pacte, surtout du côté formel de ces limitations. Par exemple, l'article qui a trait à la liberté de l'information stipule que la liberté de l'information est garantie pour tous, mais il est dit plus loin que cette même liberté peut être limitée «en vertu de la loi» et dans l'intérêt de l'«ordre public», de la «sécurité de l'Etat», etc.

Une rédaction aussi large donne aux Gouvernements le droit de retirer tous les droits à leurs citoyens, car les lois et l'ordre public que ces lois protègent peuvent être tout aussi bien fascistes. De telles formules ne sont nullement une nouveauté. Elles ont été utilisées au cours de l'Histoire par des régimes qui s'en sont prévalus pour piétiner les libertés et les droits des citoyens de leur pays.

Or, la Charte des Nations-Unies fait une obligation à tous les Etats-membres de l'ONU de lutter pour la sauvegarde des conquêtes de la guerre de libération contre le fascisme. La commission des Droits de l'Homme, partie intégrante de l'ONU, devait en premier lieu tenir compte de ce fait et ne permettre de limitation des droits et des libertés que là où la défense des buts de l'ONU, buts précisés dans la Charte de l'ONU, serait en cause. Elle ne devait permettre en aucun cas qu'on laissât la possibilité d'abuser de la liberté d'information aux fins d'une propagande belléiste, de l'asservissement des peuples, des rapports inéquitables entre les peuples et les Etats, et contre l'indépendance des petits peuples.

C'est cette opinion qu'a soutenue la délégation yougoslave à la commission des Droits de l'Homme. L'attitude de la délégation yougoslave était basée sur l'expérience qui démontre qu'aux mains des Gouvernements des grands Etats la «liberté d'information» devient facilement une liberté de désinformation. Tous les moyens d'information de l'URSS et des Etats qui se trouvent sous son contrôle sont mis au service d'une propagande malhonnête de mensonges et de

DE L'ONU

calomnies, qui a pour but de justifier même une agression éventuelle contre la Yougoslavie. Mais la Yougoslavie n'est pas la seule en cause. Tous les petits peuples et les peuples arriérés du globe se trouvent sous la pression constante des grands Etats. Dans l'intérêt de tous ces peuples, l'on ne devrait pas permettre que la liberté et les droits de l'Homme soient utilisés à ces fins, en contradiction complète avec les principes de la Charte de l'ONU.

La majorité de la commission des Droits de l'Homme a estimé qu'elle pouvait le permettre. La délégation yougoslave s'est vue dans l'obligation de déclarer qu'elle se réservait le droit de continuer de lutter, dans cette question, devant tous les autres forums de l'ONU.

B. YEYREMOVITCH

L'action de l'ONU pour l'aide aux pays faiblement développés

L'ACTION des Nations-Unies pour l'aide technique aux pays arriérés a commencé en 1948. L'Assemblée générale alloua alors 280.000 dollars aux fins de l'aide technique. La conférence de trois jours, qui a terminé ses travaux le 14 juin dernier, a décidé que le fonds élargi atteindrait, au cours des années 1950 et 1951, plus de 20 millions de dollars. C'est là certainement un succès incontestable de l'action entreprise par les Nations-Unies.

Les principes sur lesquels l'aide technique est basée sont tels qu'ils permettent vraiment aux faiblement développés au point de vue économique d'utiliser cette aide pour le développement de leur économie. D'autre part, l'échange des expériences techniques par l'entremise de l'ONU est un facteur important du renforcement de la coopération internationale, ce qui a poussé les amis sincères de la paix à s'intéresser sérieusement au développement et au renforcement de cette action.

L'aide technique des Nations-Unies est basée sur les principes de l'universalité de la participation, de la contribution et de l'utilisation. Et la faiblesse fondamentale de la conférence de cette année a été précisément en ce que des parties entières du monde n'y ont pas été représentées. Par la faute de certaines grandes puissances, la république populaire de Chine en a été absente, malgré elle. L'Union soviétique et ses satellites ont boycotté la conférence, montrant ainsi que ce n'est qu'en paroles qu'ils étaient favorables à l'aide aux pays économiquement peu développés.

Le fait que les petits pays et les plus petits pays, pays faiblement développés au point de vue économique, ont décidé de donner leur contribution à cette action de l'ONU montre leur désir de voir renforcée et étendue la coopération entre les pays, à travers l'Organisation des Nations-Unies. Animée par ce désir, la Yougoslavie a offert sa contribution, d'un montant de 50.000 dollars, qui n'est pas petite si l'on a en vue: 1) le retard relatif de son économie, 2) les terribles dévastations qu'elle a subies en luttant aux côtés des Nations-Unies, 3) les efforts considérables qu'elle fait pour transformer son économie et en faire une économie moderne et progressive au point de vue technique, et, enfin, 4) les difficultés économiques suscitées par le blocus économique que l'URSS et les pays de l'Est européen exercent sans scrupules contre elle depuis deux ans déjà. C'est pourquoi la contribution de la Yougoslavie est bien plus importante qu'on n'en jugerait à la vue seule des chiffres.

La session de l'UNESCO à Florence

La cinquième conférence de l'Organisation internationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'est tenue du 22 mai au 18 juin au Palazzo Vecchio à Florence. Dès le premier jour de cette session on s'est rendu compte, par le rapport du secrétaire général Torrès-Bodet, que l'activité de l'UNESCO au cours de la période écoulée n'a pas été de loin telle qu'on puisse dire de cette agence spécialisée de l'ONU qu'elle a rempli ses tâches principales. Toute la session s'est déroulée sous le signe de cette impression fondamentale et des efforts insuffisants des diverses délégations (sauf la délégation yougoslave qui s'est distinguée par l'esprit de suite et la constructivité de ses propositions, et sauf aussi, jusqu'à un certain point, les délégations des petits pays) en vue de la prise de certaines mesures pour assurer une activité plus féconde de l'UNESCO à l'avenir.

Au début même de la session, la délégation yougoslave a résolument demandé que les pouvoirs du délégué du Kuomintang fussent annulés et que les représentants légitimes du peuple chinois fussent invités à siéger à la conférence. Le fait même que les portes de l'UNESCO sont fermées au peuple le plus nombreux du monde dénote clairement le rétrécissement de la plate-forme de cette organisation internationale. (En quittant démonstrativement la salle au moment du vote sur la proposition yougoslave, demandant l'exclusion du délégué du Kuomintang, les représentants de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie se sont rangés parmi les délégations qui ont prouvé par leurs actes qu'ils sont contre les intérêts du peuple chinois et contre l'application du principe de l'universalité dans l'activité de l'UNESCO).

Une discussion remarquable se poursuivait sur la question de savoir comment l'UNESCO s'acquittait de ses tâches qui ne sont ni des moindres ni sans importance — dans la lutte pour la paix. Elle fut stimulée par la proposition yougoslave de convoquer un congrès des intellectuels, ainsi que par les efforts positifs du secrétaire général (qui déclara que l'UNESCO s'était transformé «d'un corps qui, dans le cadre de ses attributions, pourrait apporter une contribution énorme à la lutte générale pour la paix, en un simple bureau de coopération intellectuelle»). Si l'on considère que le devoir primordial de tous les organismes de l'ONU — parmi lesquels se range l'UNESCO — est de s'employer activement au maintien de la paix et au développement de la coopération internationale, il devient clair que le congrès des intellectuels apporterait une contribution énorme à la mise en œuvre des principes inscrits dans la Charte de l'ONU. Cependant, bien que cette initiative remarquable ait été accueillie par des paroles agréables, elle ne fut pas adoptée.

Sans doute, le seul fait que la question de la lutte pour la paix se soit imposée à la session comme une question d'importance primordiale, suffit à démontrer que l'assistance a compris, en substance, ses devoirs (ce dont témoigne l'adoption de la résolution invitant l'UNESCO à s'engager le plus possible dans la lutte contre le danger de guerre). Parmi les résultats positifs de cette session, il y a lieu de mentionner tout d'abord l'adoption de la résolution yougoslave touchant la lutte contre la propagation de la haine entre les peuples. Dans ce sens, la dénonciation par la délégation yougoslave de certaines tendances au sein de l'UNESCO à assumer on ne sait quelle «mission culturelle mondiale» des grandes puissances, qui n'est qu'un reflet des «théories» non-démocratiques sur les «nations dirigeantes» — a été de non moindre importance.

R. P.

A TRAVERS LE BROUILLARD DE LA PROPAGANDE

DE QUI DEPEND L'IMPORTANCE ET LE ROLE
DE LA SCIENCE D'UN PAYS?

UNE THEORIE ENTIEREMENT NOUVELLE, sur la question de savoir qui est appelé à rehausser l'importance et le prestige de la science d'un pays, a fait l'objet de l'émission du 7 juin de Radio-Sofia, destinée aux ouvriers yougoslaves. Cette théorie est exposée dans un article qui porte le sceau du S.I.B. (Bureau d'Information Soviétique), et qui a été reproduit dans un journal de propagande soviétique imprimé à Prague en diverses langues des peuples de Yougoslavie, pour de là être ensuite diffusé par Radio-Sofia.

L'article commence par la mise en vedette de la primauté et de la priorité de la science russe. La science russe occupe le premier rang dans le monde et cela, de tout temps. Mais les valets fascistes voudraient lui enlever ce rôle prépondérant. Il faut lutter contre ces tendances. Comment ?

(Jusqu'ici l'article est pondéré, monotone comme une longue pluie automnale, rédigé comme tout devoir d'un écolier appliqué et médiocre, écrit dans le style et le vocabulaire consacrés par le S.I.B. Puis, soudain, après une entrée en matière soporifique, éclate l'explosion imprévue de l'originalité sous forme d'une pensée « révolutionnaire » qui jusqu'à ce jour n'a nulle part été formulée) :

Voici comment la lutte doit être menée : « devant les ouvriers yougoslaves se pose le devoir sacré de lutter infatigablement pour le prestige de la science soviétique et pour son rôle prépondérant dans la monde ».

« Devant les ouvriers yougoslaves... ». Non seulement les ouvriers yougoslaves, mais aussi les savants soviétiques et bien d'autres intellectuels de par le monde auront à se pencher sur ces paroles pendant que les adeptes disciplinés de l'Informbureau auront à exercer leur autocratie sur leurs conceptions erronées et à reviser leur point de vue antérieur dans la question de savoir qui est tenu de s'employer à élever le

prestige de la science d'un pays déterminé.

Eux aussi, très probablement, comme la majorité des hommes dans le monde, ils ont cru jusqu'ici que la science d'un pays occupait, dans la culture de l'humanité, la place que lui ont conquise ses travailleurs scientifiques par leurs réalisations et par les résultats de leur labeur scientifique. Cette opinion est, semble-t-il, erronée, peut-être même contre-révolutionnaire. La propagande soviétique ne nous dit-elle pas maintenant que le devoir de lutter infatigablement en faveur du rôle dirigeant de la science d'un pays incombe aux ouvriers d'un autre pays.

En voyant confier à leurs attributions précisément la science russe, les ouvriers yougoslaves — si l'on suppose qu'il s'en trouvera quelqu'un parmi eux pour prendre à cœur cet appel — peuvent considérer qu'ils s'en sont tirés à bon compte. Mais qu'advient-il si l'on persévère dans cette voie ? Que diront les malheureux ouvriers de Norvège s'ils se voient un jour assigner le devoir sacré de combattre infatigablement pour rehausser la valeur idéologique et artistique des films de Michel Rom, et quel désespoir s'abattra sur la Malaisie si les travailleurs malais sont invités à lutter pour accroître le talent du peintre Guérassimov et de ses disciples ?

UNE ETRANGE SORTE D'AGENTS DE LA GESTAPO, est celle à laquelle appartient, aux dires de l'Agence londonienne « Telepress », le chef de la délégation yougoslave à la session de la Commission Economique de l'ONU à Genève, le docteur Jozé Vilfan. Cette agence, annonce la radio-station soviétique portant le nom de « Grèce libre », a appris à Bonn qu'il travailla pour la Gestapo dès 1941. En voici les preuves : « En 1941, Vilfan, en tant que membre du PC de Yougoslavie re-

fusa de participer à la lutte que les partisans menaient contre les hitlériens. Depuis 1941, et jusqu'à la fin des hostilités, il fournit à la Gestapo des renseignements précieux sur les effectifs et les armements des partisans de même que sur les mouvements de leurs troupes. »

Nous ne sommes pas surpris qu'après ses interventions à la session de Genève, Vilfan soit devenu un agent avéré de la Gestapo... Cela ne surprend pas non plus les lecteurs de « Telepress » ni les auditeurs de « Grèce libre », car il n'y a pour eux rien de nouveau à ce que tout diplomate qui, dans une conférence internationale dénonce la duplicité de la politique soviétique et réduit au silence quelque délégué soviétique, soit déclaré comme étant agent de la Gestapo depuis sa naissance. Mais il y a une chose qui a été pour eux une nouvelle sensationnelle : c'est la constatation de « Telepress » selon laquelle les partisans yougoslaves ont combattu contre Hitler.

Ceux qui, au cours de ces deux dernières années, ont formé leurs jugements politiques d'après les nouvelles de « Telepress », de « Grèce libre », et d'autres porte parole de la politique étrangère soviétique, savent fort bien que de tout temps les communistes yougoslaves furent des agents de la Gestapo et que les partisans yougoslaves étaient en réalité des unités de la Gestapo. Le seul fait d'être partisan yougoslave signifiait être au service de cette dernière. Voilà que maintenant nous apprenons l'existence d'une nouvelle sorte d'agents de la Gestapo : ce sont ceux qui ont refusé de combattre dans les rangs de cette armée de la Gestapo et ont ainsi prouvé qu'ils en étaient les suppôts.

Outre cette singulière catégorie des agents de la Gestapo, seuls les chefs de cette dernière formaient une catégorie plus étrange, encore. Ils n'étaient nullement au courant des effectifs de l'armée qui opérait sous

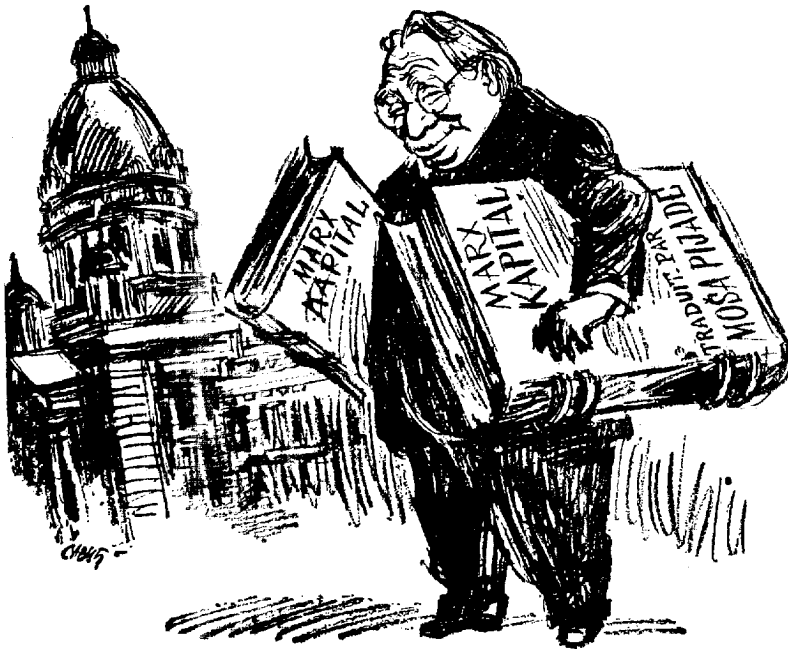
leurs ordres, ils ne savaient rien de son armement, bien qu'ils eussent eux-mêmes, certainement, armé leurs troupes. Quant aux renseignements sur les mouvements de ces troupes qui étaient conduites par leurs agents, ils ne les recevaient pas directement de ceux-ci mais ils étaient obligés de recourir à des espions pour se les procurer. «Telepress» a maintenant révélé à son public la raison de cet état de choses : les chefs de la Gestapo, les malheureux, y étaient contraints pour la raison que cette armée — faisait la guerre contre Hitler.

UNE DEMI-VERITE EST UN MENSONGE ENTIER» dit un proverbe que tout journaliste, respectant sa profession, devrait toujours avoir à l'esprit. Il est très certainement connu du correspondant de Reuter à Montévidéo. S'il est Anglais, il l'a déjà appris sur les bancs de l'école, car, dit-on, c'est un dicton anglais. Il est dommage qu'il ne s'en soit pas souvenu lorsqu'il a rédigé la nouvelle sur la séance de la sous-commission pour la liberté de l'information et de la presse, qui s'est tenue le 24 mai. Cette nouvelle, rédigée par lui, renferme une demi-vérité. Après avoir dit que la sous-commission avait adopté le code d'honneur des journalistes, il a ajouté laconiquement : «La Yougoslavie a voté contre».

Le fait que la Yougoslavie a voté contre est entièrement exact. Cependant une telle constatation ainsi formulée, n'est qu'une demi-vérité, car il n'a été soufflé mot sur les motifs que la Yougoslavie a invoqués en déposant son suffrage. Ce caractère de demi-vérité, justement de demi-vérité qui se transforme en mensonge, est renforcé par le contexte qui suit immédiatement. Dans ce contexte, il est expliqué que «le code d'honneur condamne les pots-de vin, la diffusion de nouvelles mensongères, la diffamation et la publication d'informations ayant trait à la vie privée et qui pourraient porter préjudice à la réputation des particuliers. Après avoir lu la constatation (exacte) relative au vote yougosla-

UN REPRESENTANT DU CAPITAL

Parlant des députés yougoslaves, Radio-Moscou a qualifié Mocha PIJADE de «représentant du capital». Ce dirigeant yougoslave, qui est aussi un vaillant militant pour les droits du peuple, fut condamné du temps de l'ancienne Yougoslavie à 15 ans de réclusion. C'est pendant sa détention qu'il a traduit l'oeuvre la plus importante du marxisme: «Le Capital» de Karl MARX.



(Jez — Belgrade)

ve, et le contexte (également exact) du code d'honneur, le simple lecteur s'il est enclin à tirer rapidement ses conclusions, en arrive à celle-ci (inexacte) : la délégation yougoslave n'est pas contre les pots-de-vin, contre la diffusion des informations mensongères, etc.

Nous ne doutons nullement de la bonne foi de ce journaliste. D'autant plus qu'en ce qui concerne les représentants des USA et de la Grande-Bretagne, il a tout aussi laconiquement constaté qu'ils s'étaient abstenus de voter. Mais le journaliste qui a à coeur de servir la pleine vérité doit toujours être prêt à faire un peu plus d'effort et à ajouter à ses télégrammes quelques mots d'explication. Le télégramme du correspondant de Reuter à Montévidéo pêche par le manque de deux simples

constatations: l'une, que les représentants des USA et de la Grande-Bretagne se sont abstenus du fait qu'ils considéraient que le code d'honneur «constitue pour les régimes totalitaires une nouvelle arme en vue d'intimider la presse», et l'autre, que le représentant yougoslave a voté contre en donnant comme motif que le texte qui a été mis aux voix ne constitue pas un code tel que l'exige la situation actuelle, vu qu'ont été repoussés tous les amendements qui condamnent l'emploi de moyens d'information dans des buts de guerre ou de pression sur les petits pays et sur les pays peu développés.

Ce n'est qu'accompagnée de cette explication supplémentaire que cette information pouvait présenter à l'opinion publique toute la vérité.

D. T.

LA VIE DANS LA YUGOSLAVIE SOCIALISTE

La réorganisation du Gouvernement fédéral et des Gouvernements républicains en Yougoslavie est un pas important dans l'édification de la démocratie socialiste

Le remaniement du Gouvernement fédéral et des Gouvernements républicains qui a été effectué en Yougoslavie n'est pas seulement une mesure administrative propre à améliorer le fonctionnement de la gestion de l'Etat, elle constitue en premier lieu une mesure effective contre le système de centralisme bureaucratique, et en faveur du renforcement et de l'extension de la démocratie socialiste. Analysant les causes profondes du litige qui oppose leur pays à l'Union soviétique, les dirigeants yougoslaves en sont venus à la conviction que la source de ce litige réside dans le centralisme bureaucratique qui a pris corps en URSS sur la base de la révision des enseignements marxistes-léninistes sur l'Etat. Au lieu de tendre à élargir la démocratie socialiste en confiant les leviers de commande de l'économie aux producteurs mêmes — aux ouvriers, et en transférant, d'autre part, la compétence de la gestion de l'Etat des mains des organismes centraux à celles des organes républicains et locaux, les dirigeants soviétiques ont exclu les producteurs mêmes de la gestion directe et ont conservé aux organes centraux les charges essentielles de l'administration, dans l'économie principalement, renforçant ainsi l'appareil bureaucratique central d'administration.

En Yougoslavie, en quelques années d'édification du socialisme, toute la nocivité d'un tel système s'est révélée. Partout où le centralisme bureaucratique se manifestait, il ne faisait que freiner l'initiative. Partout où apparaissait une planification centraliste bureaucratique on avait à noter un désordre tant dans la production que dans la distribution. Par contre, où l'on renonça aux mesures de bureaucratisme centraliste, comme

par exemple dans l'économie locale, — la production ne fit qu'augmenter. Là où les ouvriers constituaient leurs conseils d'entreprises ou participaient aux conférences de production, l'initiative créatrice des collectifs était efficace.

Dans la période de reconstruction, en Yougoslavie, les collectifs de travail ont eux-mêmes rénové et mis en marche leurs usines. Il fut, il est vrai, indispensable, lors du passage à l'économie planifiée, de renforcer la direction centrale de l'économie afin de se rendre maître des positions-clés, d'organiser le recouvrement de l'accumulation et sa juste répartition. Mais en ceci on alla plus loin qu'il n'était nécessaire, et les manifestations du bureaucratisme ne tardèrent pas à s'affirmer. Les dirigeants yougoslaves commencèrent alors à rejeter les postulats pseudo-scientifiques instaurés par la science soviétique dans le domaine de l'économie et de la science de l'Etat, car il leur apparut avec évidence qu'ils devaient, dans l'édification d'un Etat socialiste, adopter une nouvelle voie.

En quoi consiste cette voie nouvelle ? Elle consiste en premier lieu à n'attribuer aux organes fédéraux que les fonctions qui sont indispensables au maintien de l'unité économique du pays, à la planification unifiée de l'édification du socialisme, à la juste répartition de l'aide aux républiques plus faibles. Par conséquent, les organes fédéraux ne doivent être en fait que des organes de planification et de contrôle, et, dans leur fonction régulatrice, ils ne doivent instituer que les normes les plus générales propres à assurer l'unité de principe dans l'édification socialiste. En outre, il était nécessaire de trouver un type d'organes fédéraux qui représente-

raient effectivement l'unification des organes républicains aux fins de résoudre les tâches générales communes de la Fédération. Un tel type d'organisation fut trouvé dans les conseils, dont font partie les membres correspondants des Gouvernements républicains avec à leur tête le Ministre du Gouvernement fédéral.

La seconde caractéristique de cette nouvelle voie réside en ce que, sauf par exception, les organes fédéraux ne dirigent pas opérativement les organisations économiques. Les entreprises et les Directions économiques ont été placées sous la compétence des organes républicains. Ce processus a commencé dès 1949, et il s'achève actuellement. La fonction des Conseils fédéraux a été ramenée aux principes généraux de la planification et au contrôle de l'exécution du Plan. La planification même, dont dépend en grande partie la structure de l'organisation et la compétence des organes, a été limitée aux formes générales à travers lesquelles il est possible de tenir les leviers de toute l'économie. La pratique yougoslave a démontré que le système soviétique de planification, qui veut introduire jusqu'au bout tous les rapports dans le plan et qui prétend liquider, à l'aide de ce dernier, les lois naturelles du développement, n'est qu'une utopie. Dans la pratique, cette erreur provoque la confusion et entraîne, dans la distribution, la crise dont Lénine a déjà parlé.

La troisième caractéristique de la voie nouvelle suivie par la Yougoslavie consiste en ce qu'on n'y désire pas non plus se borner à la décentralisation de l'administration dans

LA VIE DANS LA YUGOSLAVIE SOCIALISTE

les organes des républiques populaires. On a procédé, à cet effet, également à la réorganisation de l'appareil administratif républicain. Cependant, on ne peut en rester là, et l'on n'en restera pas là. Les organes républicains, parallèlement au renforcement des comités populaires d'arrondissement auquel on travaille et l'on doit travailler toujours plus opiniâtrement, transféreront la gestion des entreprises aux comités populaires locaux des villes et des arrondissements. Par cela même, il sera permis aux larges masses du peuple de participer directement à la direction et au contrôle du travail des organes de l'administration de l'Etat. Avec le transfert de la gestion de l'économie et des autres activités aux comités populaires, les formes de la participation des masses à l'administration s'élargiront, la compétence des conseils et des commissions de citoyens se renforcera, et les plénums des comités populaires deviendront des corps réellement actifs qui contrôleront directement tous les organes administrateurs. C'est afin que les comités populaires puissent s'édifier le plus systématiquement dans ce sens, qu'a été opérée la réorganisation des comités populaires régionaux, dont la tâche fondamentale est justement l'édification organique des comités populaires des arrondissements et des villes.

Toutes ces mesures ne suffiraient pas à donner nettement les contours de la voie suivie par la Yougoslavie dans l'extension de la démocratie socialiste, si la gestion directe des entreprises n'était en même temps remise aux collectifs de travail même et à leurs organes électifs. Seules ces directions élues des entreprises permettront la libre association des producteurs. Seules elles empêcheront les producteurs directs de former une caste bureaucratique. Par cela même également, les fonctions étatiques seront réduites, dans la gestion de l'économie, aux fonctions indispensables de planification générale, au contrôle et aux mesures régulatrices que nécessitent les intérêts généraux.

Leo GERCHKOVITCH

Plus de 250 entreprises yougoslaves ont déjà rempli leurs plans semestriels

Les travailleurs de Yougoslavie remportent de grands succès dans le combat qu'ils soutiennent pour l'exécution du premier Plan Quinquennal. Trois détails suffisent à illustrer ce fait. Les collectifs ouvriers de l'industrie des non-ferreux sont déjà près de l'accomplissement de leur Plan quinquennal qui, d'après les résultats enregistrés jusqu'ici, sera réalisé presque plus d'un an avant terme. Les cheminots yougoslaves travaillent d'ores et déjà à l'exécution du deuxième Plan Quinquennal.

En ce moment, les collectifs de travail de tout le pays sont en train d'accomplir les derniers pourcentages du plan pour le premier semestre de la quatrième année du Quinquennat. Nombreux parmi eux ont déjà rempli leurs plans semestriels. Jusqu'au 16 juin, le nombre de ces collectifs dépassait 250. Parmi eux se trouvent de nombreux collectifs des grandes entreprises des branches-

clés de notre économie, telles que les Fonderies de l'usine de constructions mécaniques «Litostroj», les Fonderies des Etablissements métallurgiques de Smédérévo, les mines de mercure de Idrija, les mines de bauxite de Mostar, sans compter les mines de Zajatché et de Majdanpek, l'Entreprise de mécanique de précision de Belgrade, les Usines de machines agricoles de Celjé (la plus grande entreprise de ce genre dans notre pays), et de nombreuses autres. Plusieurs chantiers de l'hydrocentrale en construction à Yablanitsa — l'une des plus grandes de Yougoslavie — ont également terminé leurs plans semestriels. Des branches industrielles tout entières, telles que l'industrie du lin et du chanvre de Croatie, l'industrie alimentaire de Serbie, les collectifs de la Direction de la pêche maritime à Split, et d'autres encore, travaillent déjà pour le deuxième semestre de l'avant-dernière année du Quinquennat.

Le nombre des entreprises qui auront terminé leurs plans semestriels dans quelques jours augmente sans cesse: les grands Etablissements d'équipement électrique «Radé Končar» à Zagreb, l'Usine des constructions mécaniques «Ivo Lola Ribar» de Zéleznik près de Belgrade, l'Usine «Novkabel» de Novi-Sad, et d'autres, sont à la veille d'accomplir leurs tâches du plan semestriel.



Bojidar YAKATS:
YOJE POSTRSČEK (pointe sèche)

Le problème des logements

DANS le pays tout entier l'industrie du bâtiment développe une intense activité. Le Plan Quinquennal prévoit la construction de 15 millions de m² de superficie habitable (un million de chambres de 12×12,5 pieds).

Au cours de la dernière guerre furent détruites ou endommagées plus d'un million de maisons dont plus de la moitié sont déjà rebâties. Jusqu'à la fin de cette année la construction de 88% des superficies habitables planifiées sera terminée de sorte que pour l'année prochaine il n'en restera que 12%. Ainsi dans ce domaine également le Plan Quinquennal sera réalisé.

LA VIE DANS LA YUGOSLAVIE SOCIALISTE

L'émission d'un deuxième emprunt national dans la République Fédérative Populaire de Yougoslavie

Le gouvernement fédéral Yougoslave a promulgué le 12 courant une ordonnance aux termes de laquelle un deuxième emprunt national sera émis prochainement en Yougoslavie. Le montant de trois milliards sera réalisé par libre souscription publique dans un délai qui sera prochainement fixé. L'emprunt sera remboursé aux souscripteurs dans un délai de dix ans par voie de tirage des obligations, qui aura lieu deux fois par an. L'argent versé portera un intérêt de 8%, dont 5% d'intérêt régulier, et 3% sous forme de lots.

La somme de trois milliards ne représente que les 3% des investissements de cette année. Mais l'importance de cet emprunt réside en ce qu'il mettra à la disposition de l'Etat de grands moyens financiers qui se trouvent chez les particuliers et qui ne sont pas utilisés, dans la rapide construction du pays. C'est grâce aux fonds fournis par cet emprunt que quelques autres grands objectifs seront édifiés dans la Yougoslavie socialiste. Par suite, la production sera accrue et l'édification du socialisme accélérée.

Le grand essor de l'économie macédonienne

La Macédoine, dont on croit encore aujourd'hui hors de Yougoslavie, que c'est une région économiquement arriérée, se développe à un rythme rapide. Titov Velès, par exemple, qui naguère était une petite ville provinciale typique est devenue une puissante ville industrielle. A Stroumitsa l'on effectue des expériences pour l'obtention du caoutchouc, et avec Kotchané cette ville constitue actuellement le centre de l'industrie yougoslave du riz. Une quinzaine environ de mines de chrome sont en activité en Macédoine,

et leur potentiel dépasse de beaucoup la production de naguère. Le coton constitue la grande richesse de cette république. Les vastes plaines autour de Valandovo, de Djevdjelia, de Kavadar, de Stroumitsa, de Titov Velès, de Négotine, sans compter celles de Oviché Poljé, sont aujourd'hui exclusivement consacrées à la culture du coton dont la qualité lui a valu une renommée mondiale. C'est là que se trouve aussi la célèbre coopérative de travail agricole de Lazaropoljé, qui, par le nombre des coopérateurs et sa puissance économique, forme une ville entière. Cette coopérative comprend également toute une série d'ateliers artisanaux où se tissent des tapis fameux.

La Macédoine avance de même à grands pas dans la voie de son électrification. L'hydrocentrale de Mavrovo, l'une des plus grandes de Yougoslavie, est en voie de construction dans cette république. Les chantiers de cette hydrocentrale couvrent une superficie de 200 km. carrés. Les entrailles du massif de Vlasenitsa sont entièrement entrecoupées par de nombreux tunnels, que les eaux du futur grand lac artificiel traverseront pour alimenter ensuite de puissantes turbines. Tout dernièrement une nouvelle grande victoire de travail a été remportée sur ces importants chantiers. L'ouvrage qui exigeait les plus grands efforts et dont la construction était prévue pour cette année a été terminé. C'est l'immense siphon qui a été percé dans le tunnel principal, long de 952 mètres, sous un angle d'inclinaison de 49°. Ce siphon se range parmi les plus grands du monde. Le plan prévoyait le percement du siphon pour le début de décembre prochain. Mais, grâce aux efforts dévoués des ouvriers du fond, des mineurs et des géomètres, il a été percé plus de six mois avant le terme prévu.

LE LIVRE YUGOSLAVE
Jugoslovenska knjiga

Rue du Maréchal Tito 23 Belgrade
«*La Revue Illustrée «YUGOSLAVIE»* en langues étrangères, les œuvres des écrivains yougoslaves des brochures sur la vie économique et politique en Yougoslavie. Vous pouvez recevoir, entre autres, les brochures suivantes:

Constitution of the Federative People's Republic of Yugoslavia.

M. DJILAS: On new Roads of Socialism.

Constitution de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Plan quinquennal de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

M. DJILAS: Lénin et les rapports entre Etats socialistes.

M. POPOVIĆ: Des rapports économiques entre Etats socialistes.

B. ZIHERL: De la morale communiste.

Versfassung der Föderativen Volksrepublik Jugoslawien.

Der Fünfjahresplan der Föderativen Volksrepublik Jugoslawien.

E. KARDELJ: Über die Volksdemokratie in Jugoslawien.

M. DJILAS: Lénin über die Beziehungen zwischen sozialistischen Staaten.

K. POPOVICH: Revision des Marxismus Leninismus in der Frage des Befreiungskrieges in Jugoslawien.

W. LEONHARD: Die Wahrheit über das sozialistische Jugoslawien.

Piano quinquennale della Repubblica Federativa Popolare di Jugoslavia.

Costituzione della Repubblica Federativa Popolare di Jugoslavia.

Les brochures peuvent être commandées à l'adresse ci-dessous:

«JUGOSLOVENSKA KNJIGA»
MARSALA TITA 23,
BELGRADE (IIIe)

LE SORT DES PARTIS COMMUNISTES SOUS LA FERULE DU COMINFORM

L'UN des leaders du parti catholique belge, Albert de Vleshuver, a déclaré le jour même des élections parlementaires qui ont eu lieu en Belgique au début de ce mois, que «le roi serait dans le pays le 1er juillet». Sa déclaration n'était pas sans fondement. Les résultats des élections ont montré que le parti social-chrétien, qui milite en faveur du retour du roi Léopold, s'est assuré la majorité absolue au nouveau Parlement obtenant 107 mandats sur 212. Le parti d'opposition le plus fort, le parti socialiste (qui est contre le retour du roi, mais pas contre la monarchie) a enlevé 78 mandats, c'est-à-dire 12 de plus qu'au parlement précédent. Le troisième groupement bourgeois, le parti libéral n'a obtenu que 21 mandats en regard des 29 dont il disposait précédemment. Le parti communiste a subi une grave défaite n'obtenant que six mandats, alors qu'il en avait douze.

Quelles sont les causes et quels sont les coupables de cette défaite du parti communiste belge? Sans doute, ses dirigeants en premier lieu. Au moment actuel, où il eût fallu, en Belgique, s'employer de toutes ses forces à trouver une solution aux problèmes intérieurs importants parmi lesquels se range celui du choix entre la monarchie et un ordre étatique supérieur, la République, les dirigeants communistes belges, au lieu de se consacrer au règlement de cette question et d'autres d'importance sociale ou nationale essentielle pour le pays, de mobiliser à cet effet les cadres et les masses, ont réduit leur activité principalement à la propagande en faveur de la politique soviétique d'hégémonie, s'efforçant par tous les moyens de dissimuler le révisionnisme du Comité central du parti communiste bolchevik et la politique de duplicité du gouvernement soviétique. Leurs adeptes s'en rendent compte et perdent de plus en plus confiance dans le parti communiste belge, ce dont témoignent du reste les résultats des dernières élections.

Le cas de la Belgique n'est pas isolé. Dans les pays qui l'avvoisinent, l'influence des partis communistes baisse également.

Le parti communiste français comptait 907.783 membres en 1947 et 786.855 en 1949. L'influence de ce parti sur les masses ouvrières a baissé bien davantage. En 1946, le nombre des membres des syndicats placés sous l'influence du PC français s'élevait à 6.367.150. Cette année il n'atteint que 4.225.800.

Une perte d'influence encore plus sensible du parti communiste se manifeste en Allemagne occidentale. Aux élections du 14 août de l'année dernière, le PC a subi des pertes élevées. Tandis qu'aux élections pour le Landtag de 1946 il avait obtenu 9,4% des voix, il n'en enregistra que 5,6% à celles d'août 1949, ce qui signifie qu'il a perdu plus d'un tiers des voix. Cette perte s'est généralisée dans toutes les zones, provinces, régions et villes de l'Allemagne occidentale, industriellement très développée. C'est ainsi que le nombre des voix obtenues par le PC en Hesse, aux élections de l'année dernière, est tombé de 10,7% à 6,7%, en Bavière de 7,3% à 4,1%, en Basse-Saxe de 5,5% à 3,1%, à Marbourg de 10,4% à 8,5%, à Brême de 8,8% à 6,4% etc. Une perte cuisante de voix a été subie par le parti communiste dans les provinces rhénanes, où le nombre des voix enregistré est tombé de 14% à 7,6%, c'est-à-dire à presque la moitié des suffrages déposés. La gravité de cet échec apparaît clairement si l'on tient compte du fait que cette province se trouve

dans la Ruhr, qui fut de tous temps la forteresse inexpugnable du mouvement ouvrier allemand.

Les partis communistes des pays scandinaves ne se trouvent pas en meilleure position. Il suffit de mentionner l'exemple de la Norvège, où le PC avait obtenu 176.490 voix, aux élections de 1946, soit 11% du total, tandis qu'en 1949 il n'en a eu que 101.000 soit 5,8%, subissant une chute du nombre des voix de 40%.

Le PC anglais se trouve dans une situation analogue, ayant réussi à s'assurer 102.780 voix en 1945 et deux députés au parlement, tandis que cette année il obtenait 91.812 suffrages, et il ne compte plus un seul député à la Chambre des communes. La gravité de sa défaite ressort également du fait suivant: en 1945 il n'avait présenté des candidats que dans 21 circonscriptions électorales, aux dernières élections, cependant, le nombre des candidats communistes s'élevait à cent. Cela signifie que le PC anglais a eu cette année moins de voix dans cent circonscriptions électorales qu'en 1945 dans 21.

Dans la zone soviétique d'Autriche, aux élections municipales qui ont eu lieu au début du mois dernier dans des conditions favorables pour le PC (présence des troupes soviétiques) le bloc des communistes et des socialistes de gauche a perdu 494 sièges. A Zolenu (zone soviétique) le PC a perdu plus des deux tiers des voix aux élections du 9 octobre de l'année dernière par rapport à l'année 1945, et à Cisterdorf, où l'URSS exploite le naphte, il n'a enregistré que le douzième des suffrages qu'il détenait précédemment.

Cette baisse du nombre des membres et de l'influence des partis communistes dans les divers pays résulte partout de la même cause: les membres de ces partis ne peuvent pas admettre la politique de soumission aveugle aux intérêts de la politique étrangère soviétique. C'est pourquoi le cas du PC belge, qui n'est pas le premier, ne sera probablement pas non plus le dernier. Ces cas se renouvelleront sans nul doute dans les partis communistes cominformistes, tant que leurs dirigeants seront des instruments aux mains de l'étranger.

M. DRAGOVITCH



Nande VIDMAR: TRAVERSEE DE LA VOIE FERREE (gravure)

NOTES DE NOTRE REPORTER PARLEMENTAIRE

Une enquête sur les actes discriminatoires à l'égard de la Yougoslavie en Tchécoslovaquie et en Albanie

LA SOUS-COMMISSION d'enquête sur les actes discriminatoires des gouvernements de la République tchécoslovaque et de l'Albanie à l'égard des représentants diplomatiques et des ressortissants yougoslaves dans ces pays, a tenu sa première séance dans la «salle bleue» du Parlement de la RFPY. La sous-commission d'enquête s'est mise à l'oeuvre à la suite d'une décision de la Commission des affaires étrangères de l'assemblée nationale de former un organisme qui instruirait tous les actes discriminatoires des gouvernements de l'URSS et des autres pays communistes à l'égard de la Yougoslavie.

Des témoins ont comparu devant la sous-commission d'enquête; c'étaient des secrétaires, des chargés d'affaires, des employés des représentations yougoslaves persécutés. On a rapporté des cas de coups et blessures, ainsi que de violation non seulement des principes fondamentaux du droit international, mais aussi de ceux sur lesquels se basent les relations entre nations civilisées. Après tout ce que j'ai appris à cette séance, j'ai senti le désir de m'informer sur le nombre de cas semblables de discrimination et de violation des principes du droit international qui ont été enregistrés jusqu'à présent dans l'histoire des relations entre les nations.

Dans les manuels de droit international j'ai trouvé exposés divers cas de violation de l'immunité diplomatique, qui se sont produits au cours de l'histoire contemporaine, ou à l'époque antérieure. Ces violations étaient plus ou moins graves, mais dans les manuels des auteurs bourgeois, pas plus que dans ceux des auteurs soviétiques, je n'ai rencontré de cas de violation de l'immunité diplomatique ni de cas de discrimination tels que ceux auxquels se livrent les pays du Cominform à l'égard des représentants diplomatiques yougoslaves. Dans ces pays, les gouvernements sont les organisateurs, et l'appareil d'Etat est l'auteur direct de ces violations.

Dans le manuel «Droit international» édité par l'Académie des Sciences de l'URSS, et qui a été rédigé par B. H. Durdenevsky et C. B. Krilov (dont l'un est juge à la Cour de la Haye, et l'autre conseiller officiel au Ministère des Affaires étrangères soviétiques) j'ai lu à la page 299 que les autorités étaient tenues de s'abstenir de tout mauvais traitement à l'égard des personnes jouissant de l'immunité diplomatique, qu'elles étaient tenues de les entourer de respect et de protéger leur personne contre toute offense ou violence. Cet exposé se terminait par ces mots: «la pratique démontre que de tels cas sont rares». Cette affirmation des auteurs soviétiques est périmée, et elle n'est plus exacte: de tels cas étaient rares jusqu'à la deuxième moitié de l'année 1948, mais ils ne le sont plus depuis l'époque où la direction de l'Union Soviétique commença ouvertement à mettre en oeuvre sa politique agressive.

Pour un Etat, expulser le représentant diplomatique d'un autre pays est chose très grave. Depuis le traité de Westphalie environ 40 de ces cas ont été enregistrés, et depuis 1931 jusqu'en 1940 la chose est arrivée deux fois. De nos jours, le gouvernement tchécoslovaque et les gouvernements des autres pays communistes ont battu à cet égard tous les records. Voici quelques-uns des cas qui ont été rapportés par les témoins devant la sous-commission d'enquête:

Le gouvernement de la République Tchécoslovaque a expulsé le 1^{er} octobre 1949, dans un délai de 24 heures,

trois représentants diplomatiques yougoslaves; le 9 octobre de la même année, six représentants diplomatiques et un employé.

L'ambassadeur de la RFP de Yougoslavie à Prague a été également expulsé sans que le gouvernement tchécoslovaque ait pu trouver des raisons plausibles pour justifier cet acte. Le but poursuivi était tout simplement de discréditer la Yougoslavie aux yeux des masses tchécoslovaques et d'entraver le fonctionnement de l'ambassade yougoslave.

Le secrétaire de l'ambassade a été confiné à son domicile; le vice-consul yougoslave à Bratislava, Chefik Kevitch, a été emprisonné et le courrier diplomatique lui a été retiré; quatre autres représentants yougoslaves ont été arrêtés et jusqu'ici on ne sait rien sur leur sort; des représentants diplomatiques — employés de l'ambassade — sont suivis pas à pas par des agents, pendant que leurs appartements sont cernés. Madame Mourka, femme du chargé d'affaires yougoslave, s'est vu refuser pendant deux mois le visa de sortie par les autorités tchécoslovaques.

En Albanie, les représentants diplomatiques sont suivis pas à pas, les agents de police exigent la présentation de leurs papiers d'identité dans la rue, ils les injurient et crachent sur eux. Le chargé d'affaires Drago Elisa dit devant la sous-commission d'enquête: «En dix minutes on m'a demandé quatre fois mes papiers d'identité dans la rue et les agents m'ont demandé pour quelle raison je me trouvais en ville.» L'employé



Drago VIDMAR: PONT DETRUIT

NOTES DE NOTRE REPORTER PARLEMENTAIRE

de la légation Tomo Lontchar a déclaré: «On m'a demandé mes papiers d'identité cinq fois en quinze minutes. Une fois, l'agent de la rue m'a menacé de son pistolet. Les agents ont pénétré dans mon domicile.» Le secrétaire de la légation Voislav Kostitch a été emmené au bureau de police. Le gouvernement a interdit aux coiffeurs, aux tailleurs, aux restaurateurs et autres artisans de rendre un service quelconque aux représentants diplomatiques yougoslaves. Près de la légation yougoslave a été édifié un poste d'observation spécial pour les agents. La circulation des représentants diplomatiques a été limitée à la ville de Tirana. Au ministère des Affaires Etrangères, on a refusé de recevoir les représentants de la légation yougoslave, — et le ministre de Yougoslavie, Iakcha Petritch, a dû passer la frontière albanaise à pied. Le Ministère des Affaires Etrangères lui ayant refusé l'autorisation de la passer en voiture.

D'après le droit international, l'assistance médicale doit, même à la guerre, être accordée à l'adversaire blessé. Or, les autorités albanaises ont interdit aux médecins et aux hôpitaux de soigner la femme du secrétaire de la légation, Deaga Kochmrlia atteinte de la fièvre de Malte. Des jeunes gens de la brigade de travail bénévole, qui avaient travaillé à la construction de la voie ferrée Durazzo-Tirana, ont été renvoyés, malades, de l'hôpital.

On arrête les ressortissants yougoslaves qui se présentent aux légations de leur pays en Tchécoslovaquie et en Albanie. S'ils demandent à être rapatriés, on les congédie, on les prive de cartes d'alimentation, tout en leur refusant le visa de sortie. En Albanie, de plus on les emprisonne et on les contraint de prendre la nationalité albanaise. Les ressortissants yougoslaves sont expulsés du pays, sans qu'il leur soit permis d'emporter quoi que ce soit de leurs biens. L'étudiant aux Beaux-Arts, Petritch, s'est vu confisquer même ses travaux scolaires et le peintre Miko Millian n'a pu emporter ses tableaux. Stanka Ratchitch, expulsée d'Albanie n'a pas été autorisée à emmener son fils âgé de huit ans. Cet enfant a été par la suite emprisonné lorsqu'il demanda à être rapatrié, et il fut de plus roué de coups en plein jour devant la légation yougoslave. En Tchécoslovaquie on expulse les maris et on refuse les visas de sortie aux femmes.

C'est le gouvernement tchécoslovaque qui est allé le plus loin dans les molestations et les brimades vis à vis de ressortissants yougoslaves. Dimitrié Dimitriévitch, citoyen yougoslave, qui séjourna longtemps en Tchécoslovaquie et y fut président du Front populaire des Yougoslaves, a été assassiné dans la prison tchécoslovaque de Brandis-sur-Elbe. La raison des mauvais traitements qu'il a subis et de son assassinat est probablement qu'il n'a pas voulu être un instrument aux mains du gouvernement tchécoslovaque dans un de ces procès antiyougoslaves du genre de ceux de Sofia et de Budapest. Le père de Dimitrié Dimitriévitch, Tanasié Dimitriévitch, qui est venu de l'hôpital pour déposer devant la sous-commission d'enquête a déclaré: «Mon fils n'a jamais été malade, il ne s'est jamais plaint d'une maladie du coeur. Ils l'ont tué. Pourquoi n'est-il pas mort pendant l'occupation allemande? Les Allemands l'ont aussi persécuté, il a été interné dans un camp et torturé, et malgré tout il n'est pas mort». Le vieux Dimitriévitch a demandé que le gouvernement yougoslave prenne des mesures énergiques pour que les assassins de son fils soient punis et pour que l'opinion publique mondiale soit informée des crimes auxquels se livre le gouvernement tchécoslovaque.

Il existe une déclaration universelle de l'ONU sur les Droits de l'homme. Cette déclaration a été rejetée par les gouvernements de l'URSS et de la Tchécoslovaquie sous prétexte qu'elle ne garantit pas suffisamment tous les droits de l'homme comme par exemple

le droit au travail. Or, les gouvernements tchécoslovaque et albanais ne reconnaissent pas aux ressortissants yougoslaves ce droit, pas plus que le droit au rapatriement, à la propriété personnelle et à la vie.

Sur la foi des dépositions des témoins, des déclarations écrites reçues et du spécialiste du droit international, le Dr. Bartoch, le président de la sous-commission d'enquête, — député et académicien, — le Dr. Sinicha Stankovitch, a constaté que les gouvernements tchécoslovaque et albanais ont violé à l'égard des ressortissants yougoslaves les droits fondamentaux contenus dans la déclaration de l'ONU sur les Droits de l'homme, c'est-à-dire les droits à la vie, à la liberté individuelle, au rapatriement, à la liberté de conscience, aux droits familiaux, au travail, à la propriété personnelle, et autres. Ces gouvernements ont également violé les règles fondamentales de l'immunité et des privilèges des représentants diplomatiques et consulaires yougoslaves. Ils ont commis les violations suivantes: molestation des représentants diplomatiques par les organes officiels de ces gouvernements, infraction à la liberté individuelle du personnel diplomatique, infraction à l'exterritorialité des bureaux diplomatiques, atteinte à l'inviolabilité du courrier diplomatique, entraves à l'exercice des fonctions des représentants diplomatiques et d'obstacles faits à leur entrée en contact avec leurs nationaux etc. La sous-commission d'enquête a constaté qu'on en est arrivé non seulement à l'impossibilité pour les représentants d'exercer normalement leurs fonctions, mais aussi à des conditions qui rendent insupportable le séjour même de nos représentants dans ces pays.

B. NOVAK

Contre les crimes commis sur les personnes des Yougoslaves de Tchécoslovaquie

Une vague de protestation qui s'est déchaînée contre les procédés brutaux mis en oeuvre par les autorités communistes vis-à-vis des ressortissants yougoslaves en Tchécoslovaquie, dont deux ont été assassinés dernièrement, a franchi les frontières de la Yougoslavie et s'est étendue à l'étranger.

La société Grande-Bretagne—Yougoslavie a organisé, le 15 juin dernier à Londres, une réunion publique au cours de laquelle les actes inhumains commis par les autorités tchécoslovaques sur les personnes des ressortissants yougoslaves ont été sévèrement condamnés. La réunion a adopté une résolution stigmatisant ces manières d'agir barbares. Un appel a été lancé à toutes les organisations syndicales du pays, leur demandant l'appui de la classe ouvrière britannique dans la condamnation des actes du Gouvernement tchécoslovaque. Le député travailliste et membre de la société Grande-Bretagne—Tchécoslovaquie, Tiffany, qui présidait la réunion, s'est associé à cette protestation.

Au début de ce mois, des membres du club des amis de la Yougoslavie nouvelle à Chicago ont également adressé une protestation au Gouvernement tchécoslovaque. Les membres des sociétés américano-yougoslaves d'Aleuka et d'Alamada en Californie ont suivi leur exemple.

L'OPINION PUBLIQUE DEMOCRATIQUE ET LA YUGOSLAVIE

LES JEUNES progressistes français, au nombre d'environ 2.000, malgré le mot d'ordre lancé par les dirigeants du PC français: «Pas un seul jeune en Yougoslavie», ont décidé d'aller cette année en Yougoslavie pour prendre part aux grandes actions de travail entreprises par la jeunesse yougoslave. A la suite de cette décision, les dirigeants du PC français ont déclenché une campagne de presse que a atteint son point culminant le 9 juin, par une agression inouïe contre les jeunes gens qui se préparaient à venir en Yougoslavie et qui s'étaient réunis en conférence dans une salle du Quartier Latin. Les «groupes d'assaut» cominformistes furent refoulés et la conférence eut lieu. On y dénonça les méthodes de chantage des dirigeants du parti communiste français qui sont allés jusqu'à faire lancer, par la réunion du Comité central du parti tenue au mois de mai, un appel public aux adeptes du Cominform pour les inviter à user de tous les moyens dans la lutte contre ces jeunes gens.

CLAUDE BOURDET, publiciste français, a fait paraître dans le journal l'«Observateur» un article au sujet de cette brutale agression. Il écrit entre autre que les cominformistes français veulent par tous moyens empêcher le départ des Jeunes pour la Yougoslavie, car ce que les jeunes gens pourraient y voir réduirait à néant leurs assertions mensongères sur la Yougoslavie.

JOSÉ DEL BARRIO, l'un des leaders communistes espagnols, ouvrier en métallurgie et ancien membre du Comité central du parti communiste espagnol, a critiqué dans une lettre ouverte au bureau politique de ce comité, la politique révisionniste du Comité central du parti communiste soviétique de l'URSS et le satellitisme des dirigeants du parti communiste espagnol, dont le résultat se traduit par la prolongation du fascisme en Espagne. José del Barrio a dit que les cominformistes tendent, par leurs attaques contre le «titisme», de camoufler leur politique opportuniste. Parlant de l'Espagne et de la Grèce comme victimes de la politique du partage des sphères d'intérêts entre l'URSS et la Grande-Bretagne, il a fait ressortir que la Yougoslavie n'est pas devenue une victime de cette politique pour la raison qu'elle a eu un, et peut-être même plusieurs Tito.

Le publiciste KONNI ZILLIACUS a tenu une série de conférences en Angleterre et en France après sa récente visite à la Yougoslavie. Il a également soulevé dans la presse britannique, la discussion autour de la question de la liquidation de la «guerre froide», de la démocratie et de la liberté comme parties intégrantes de la société socialiste, soulignant «que l'existence même d'une Yougoslavie qui ne veut se soumettre ni aux directives de l'Est ni à celles de l'Ouest, constitue un facteur important de paix».

FRIEDRICH WILDGANS, compositeur autrichien membre du parti communiste depuis 1935, a exposé, dans un entretien accordé au correspondant viennois de l'Agence yougoslave «Tanyoug», les impressions qu'il a recueillies durant son récent séjour en Yougoslavie, et il a dit entre autre: «Je suis convaincu que ce qu'écrit la presse du PC autrichien au sujet de la Yougoslavie est fondé sur des mensonges».

JOHAN ROGGE, vice-président du parti progressiste de Wallace et juriste américain bien connu, que les cominformistes ont empêché de parler à une récente réunion du bureau du Comité mondial des Partisans de la Paix, parce qu'il avait demandé à ce Comité de mettre fin à sa politique discriminatoire à l'égard de la Yougoslavie, a déclaré que le mouvement pour la Paix ne devait pas s'identifier avec la politique étrangère d'un pays, quel qu'il soit, et il a ajouté: «Je suis fier de défendre l'attitude de la Yougoslavie».

FÉLIX MONTIEL, ancien membre du Comité central du PC espagnol et rédacteur responsable de l'organe central du parti «Mundo Obrero», qui a quitté le Comité central par suite de son opposition à la résolution du Cominform et à l'attitude actuelle des dirigeants du PC espagnol, écrit notamment dans sa lettre ouverte adressée aux anciens combattants yougoslaves de la brigade internationale en Espagne: «Pour l'humanité progressiste de notre époque, la Yougoslavie se transforme en un phare d'espoir, une lumière nouvelle qui commence à luire au moment où tout semblait sombrer dans l'obscurité et où l'état d'esprit des gens était profondément découragé».

EDITH THOMAS, femme de lettres française, qui a récemment quitté le PC français à la suite de l'attitude cominformiste de ses dirigeants, a rappelé dans ses articles où elle a exposé les impressions qu'elle a rapportées de Yougoslavie, les efforts déployés par le parti communiste yougoslave en vue du développement de la démocratie socialiste et sa lutte en vue de la répression du bureaucratisme. Condamnant la campagne anti-yougoslave déchaînée par le Cominform, Edith Thomas écrit: «Il est inadmissible que le prolétariat yougoslave soit accusé aux yeux du prolétariat international, d'être devenu fasciste parce que le gouvernement yougoslave est en conflit avec le gouvernement soviétique».

AGNÈS HUMBERT, publiciste française, qui a été exclue de l'organisation des «militants pour la Paix» pour s'être rendue en Yougoslavie a publié un livre intitulé: «Vu et entendu en Yougoslavie», dans lequel elle souligne qu'on édifie le socialisme en Yougoslavie, en dépit des difficultés qu'il faut voir sur place pour les comprendre.

LES ANCIENS PARTISANS ITALIENS de la division «Italia» qui a combattu dans le cadre de l'armée de la Libération yougoslave, ont visité récemment la Yougoslavie. Leur ancien commissaire et ancien officier de l'armée yougoslave, a déclaré, à leur retour à Rome: «Bien qu'attaqués de toutes parts et dans notre pays également, les peuples de Yougoslavie vont résolument de l'avant, dans la même voie qu'ils suivirent en combattant pour la liberté de chaque région de leur pays».

LOUIS DALMAS, publiciste français, exposant le mois dernier à une conférence des représentants des ouvriers français, les impressions qu'il a recueillies au cours de son voyage en Yougoslavie, a dit entre autre: «La lutte que la Yougoslavie mène pour l'instauration de relations équitables entre les pays socialistes et contre la révision du marxisme-léninisme, est un précieux exemple pour le mouvement ouvrier et démocratique du monde entier».

M. D.

LETTRES A LA REDACTION

A PROPOS DU COMMENTAIRE RELATIF AU PLAN SCHUMAN

Ceux qui, en Yougoslavie, s'intéressent aux problèmes ayant trait aux relations internationales n'ont pu que saluer l'apparition de la revue «La politique mondiale» pour la manière dont ces problèmes y sont traités et le critérium qui leur est appliqué. Tout en les traitant dans ses colonnes, la rédaction de la revue sait parfaitement que lesdits problèmes ne sauraient être analysés et épuisés en une seule étude. L'autant plus que les problèmes internationaux ne cessent de se développer et de se présenter sous des aspects nouveaux. C'est pourquoi je pense qu'il ne serait pas superflu d'ajouter quelques lignes à votre commentaire du Plan Schuman, qui a paru dans le premier numéro de la revue.

1) Dans les articles que publie la presse internationale, l'on s'accorde surtout à dire que la mise en commun du charbon et de l'acier allemand et français ne sera identique, ni par son caractère ni par sa forme, aux cartels du fer et de l'acier d'avant-guerre. Toutefois, certains des articles publiés soulignent l'analogie absolue entre le Plan Schuman et le processus du redressement de l'industrie allemande de l'acier et du fer après la première guerre mondiale. A mon avis, l'objectif central n'est pas en ce qu'il n'y aura point de processus semblable à celui de la cartellisation d'il y a vingt-cinq ans, mais bien en ce qu'un tel processus ne peut se reproduire.

Entre la fondation du cartel de l'acier d'avant-guerre et le Plan Schuman, il y a un intervalle rempli par plus d'un quart de siècle de développement du capitalisme monopoliste d'Etat. Auparavant, c'étaient les groupes intéressés qui après s'être assuré l'appui de leurs Gouvernements, menaient directement de telles négociations. Aujourd'hui, les

Gouvernements seuls mènent les conversations, sur l'initiative et avec l'appui des groupes du capital financier international. Cela ne veut pas dire que les Gouvernements se soient imposés à leurs hommes d'affaires, mais que les grosses affaires ont passé des bureaux des sociétés aux sièges des Gouvernements. C'est pourquoi, en l'occurrence, il ne saurait être question de cartel de l'ancien type, mais bien d'une organisation nouvelle qui reflète le nouveau degré de développement du capitalisme monopoliste d'Etat dans le sens de la domination plus forte et plus directe des groupes les plus puissants sur la politique des différents pays.

S'il était question d'un cartel international, et si l'on assistait à sa formation, ce cartel, quelque grande que soit la concentration de la production qu'il représente, ne serait alors international que du fait que plusieurs pays en feraient partie, et nullement dans le sens de la conquête de positions déterminantes sur le marché mondial. Déjà en 1938, un tel cartel (la Grande-Bretagne comprise) réunissait près de la moitié de la production capitaliste mondiale du fer et de l'acier, alors qu'en 1948 il n'en réunit qu'à peine un peu plus du quart. Ce sont les Etats-Unis qui demeurent les maîtres effectifs du marché, indépendamment de l'union planifiée.

2) Dans le plan Schuman, ce sont les considérations politiques qui ont eu le dessus sur les considérations économiques (sans oublier l'interdépendance de l'économie et de la politique), mais celles-ci n'ont été ni les dernières ni insignifiantes. La question de l'initiative dans le Plan Schuman est de second ordre. Il était clair, dès le début, que la France était l'initiateur le mieux indiqué, quoique l'Allemagne occidentale puisse revendiquer des droits d'auteur égaux aussi bien sur le Plan que sur son idée fondamentale. Ce sont les Etats-Unis qui ont été les plus intéressés par le côté politique du Plan et c'est sur leur suggestion qu'il est apparu.

La question de savoir à quoi vise le Plan en tant que résultante du rapport des forces dans le monde occidental doit être séparée de la question de savoir à quoi tendent

respectivement les partenaires. La mise en commun du minerai français et du charbon allemand devrait être le noyau de l'intégration de l'économie européenne, qui est le but poursuivi par les Etats-Unis, avec lesquels les Etats d'Europe occidentale sont d'accord en principe. L'Allemagne occidentale a, bien entendu, ses buts particuliers. Objectivement, le Plan est la voie qui mène vers la suppression du contrôle international sur la Ruhr et l'intégration de l'Allemagne au Pacte Atlantique. Pour le moment, cette voie coïncide avec les intérêts privés des magnats de la Ruhr qui, dès la cessation des hostilités, ont renoué les anciens liens et utilisent chaque occasion pour recouvrer les anciennes positions. Actuellement, ils sont portés par la vague de la politique stratégique générale du monde occidental en Europe.

Pour ce qui est des Français, la presse mondiale affirme que les milieux d'affaires en France ont été surpris par le Plan Schuman et qu'il est l'oeuvre du seul M. Schuman. Cette dernière affirmation doit être rejetée d'emblée, et quant à la surprise des milieux d'affaires français, elle est parfaitement compréhensible si l'on a en vue la situation de la France vis-à-vis des Etats-Unis. Pour certains milieux, ce fut certainement une surprise, mais non pas pour les hommes du Comité des Forges. Pour eux, le Plan Schuman n'est ni nouveau, ni surprenant, ni mauvais, en dépit du fait que la France sera le partenaire le plus faible dans la nouvelle constellation, bien que la fusion revienne à laisser les intérêts allemands pénétrer en Afrique et qu'elle comporte le risque d'un réarmement ultérieur de l'Allemagne. Selon une opinion, le Plan Schuman équivaut à rendre impossible toute guerre entre l'Allemagne et la France. Mais cela ne veut point dire que toute guerre, quelle qu'elle soit, sera désormais impossible. Ce ne sont pas la bonne volonté et l'initiative de la France qui ont créé la nécessité de la mise en commun de l'industrie franco-allemande de l'acier et du fer, mais c'est la nécessité de ce «pool», nécessité venue de l'extérieur, qui a suscité l'initiative et la bonne volonté.

LETTRES A LA REDACTION

3) La position de la Grande-Bretagne vis-à-vis du Plan Schuman ne doit pas surprendre. C'est la position que la Grande-Bretagne prend envers toute initiative qui vient effectivement des Etats-Unis. Actuellement, la situation de la Fédération britannique de l'acier est assez favorable et elle n'a, du point de vue économique, rien à gagner par son adhésion au Plan Schuman. Mais la question n'est pas de savoir ce que la Grande-Bretagne peut gagner, au point de vue économique, si elle adhère au Plan Schuman, mais bien ce qu'elle peut perdre, au point de vue politique, si elle repousse la collaboration offerte. L'attitude de la Grande-Bretagne se manifeste de plus en plus comme l'attitude du parti travailliste, qui, au fond, poursuit une politique ne s'opposant point aux intérêts de la bourgeoisie anglaise, bien que ces deux choses ne soient pas toujours identiques. Le développement de la situation politique en Grande-Bretagne démontrera si c'est la grosse bourgeoisie britannique qui se tient derrière l'attitude réservée du Gouvernement britannique, derrière la brochure du parti travailliste sur le Plan Schuman, derrière les déclarations faites par Attlee au Parlement et l'activité diplomatique relative à la participation de la Grande-Bretagne aux négociations du Plan, comme la bourgeoisie française se tient derrière la ferme résolution de M. Schuman de réaliser l'union projetée.

Vilko VINTERHALTER

LE CHAUVINISME GRAND-RUSSE ET LES RACINES DU LENINISME

Parlant des efforts déployés par divers théoriciens de l'URSS pour assurer à leur pays la priorité dans tous les domaines de l'activité humaine, vous avez relevé, dans le premier numéro de votre revue, certains exemples de leurs tendances à «passer le badigeon russe» sur toutes les grandes conquêtes de humanité. En voici encore un exemple, qui, à mon avis, se range parmi leurs plus grandes performances sur ce plan.

Dans l'éditorial de la «Gazette littéraire» du 24 mai intitulé: «Le

grand peuple russe», un alinéa particulier donne au léninisme la mention suivante:

«La plus grande théorie transformatrice, le léninisme, est la plus grande réalisation de la culture russe. (Souligné par T. P.).

On trouve ici, tout à fait ouvertement Marx et Engels qui vivaient et russe sur les racines du léninisme, point de vue qui, dans le fond, prive le léninisme de son essence marxiste. Une telle appréciation du léninisme résulte des conceptions antérieures incorrectes consistant à raccorder le léninisme à la théorie des démocrates révolutionnaires russes du XIX^e siècle, en oubliant délibérément Marx et Engels qui vivaient et travaillaient à cette époque. Voici, selon leur opinion, comment se présente la ligne de développement de la théorie du léninisme: le peuple russe a engendré une pléiade de démocrates révolutionnaires, il a ensuite créé le parti bolchévik au cours d'une révolution qui a triomphé. Donc, cette ligne va des démocrates révolutionnaires au léninisme, et de marxisme... nulle trace.

D'ailleurs, une telle conception du léninisme en tant que «produit russe et purement russe», n'est nullement une nouveauté. Staline lui-même, dans sa conférence «Sur les fondements du léninisme», tenue en avril 1924, déclarait ce qui suit:

«Certains disent que le léninisme est une application du marxisme aux conditions spécifiques russes. Il y a dans cette définition une part de vérité, mais elle est loin d'exprimer toute la vérité. Lénine a ensuite appliqué le marxisme à la réalité russe et il l'a fait de main de maître. Mais si le léninisme n'était qu'une application du marxisme aux conditions spécifiques russes, il serait alors une manifestation purement et uniquement nationale, purement et uniquement russe. Par contre, nous savons que le léninisme est une manifestation internationale qui a ses racines dans tout le développement international et pas seulement dans le développement russe. (Souligné par T. P.)

Traitant toujours de cette question, et critiquant, dans «Les questions du léninisme», l'attitude de Zinovief, Staline a dit encore:

«Le léninisme s'est-il édifié seulement sur le terrain russe et pour la

Russie, et non pas sur le terrain impérialiste et pour les pays impérialistes en général? Les oeuvres de Lénine, telles que «L'impérialisme», «L'Etat et la révolution», «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», «La maladie infantile du gauchisme» et d'autres, ne valent-elles que pour la Russie, et non pas pour les pays impérialistes en général? Le léninisme n'est-il pas une généralisation des expériences du mouvement révolutionnaire de tous les pays?»

Lénine a toujours fait ressortir que le fond de tout son travail était l'étude de Marx et d'Engels; dans les conditions de l'impérialisme, il a d'une part, défendu le marxisme contre la révision, et d'autre part, il l'a enrichi. Donc, l'essence du léninisme c'est — le marxisme. Et le marxisme est un enseignement élaboré par Marx et Engels (qui n'étaient pas Russes) sur la base des réalisations de la pensée théorique et des expériences de la lutte révolutionnaire de ce temps et en fonction des trois principaux courants idéologiques du XIX^e siècle: la philosophie classique allemande, l'économie politique classique anglaise et le socialisme français. Cela signifie que le léninisme est un enseignement qui est issu du développement international tout entier, qu'il est profondément international par sa teneur. Bien plus, le marxisme-léninisme est un enseignement qui s'enrichit à chaque événement révolutionnaire important et auquel le prolétariat de toutes les nations qui mènent une lutte révolutionnaire apporte sa contribution.

L'interprétation grand-russe du léninisme est non seulement illégitime, mais elle porte préjudice au développement et à l'affermissement des forces progressistes du monde. Un tel point de vue éclaire nettement le fond de la politique que les dirigeants du PCS(b) pratiquent à l'égard des autres peuples. Quel internationalisme peut-on invoquer si non seulement on conteste à tous les peuples non-russes, à leurs mouvements progressistes, leur aptitude à contribuer aujourd'hui en quelque chose au progrès mondial, mais si on les frustre même des contributions qu'ils ont apportées dans le passé et que l'histoire a enregistrées? Qui aura un profit, et quel profit, d'une pareille conception du léninisme?

Tocho POPOVSKI